

ACTION(S)

LOCALE(S)

LES NOUVELLES  
ALLIANCES

**S'**il semble aujourd'hui y avoir une forme de consensus sur la réalité de la crise environnementale, on peine encore à l'envisager de manière systémique, comme le produit d'un problème plus global ancré dans nos modes de vie, de pensée, et notre rapport au vivant. C'est pour répondre à cette nécessité d'une vision holistique que le philosophe français Félix Guattari développe la notion d'*écosophie*. Dans son ouvrage *Les Trois Écologies* (Galilée, 1989), il soutient que la crise environnementale est indissociable d'une crise sociale et mentale. Y faire face implique de prendre en compte ces trois « registres écologiques » : celui de l'environnement, des rapports sociaux et de la subjectivité humaine. Ce triple défi appelle des réponses systémiques et holistiques, allant de la déconstruction des biais cognitifs favorisant la surconsommation à des politiques territoriales liées à la gestion des communs. Cette pensée visionnaire préfigure ainsi des transformations qui engagent à la fois l'individu, le collectif et la société toute entière dans une dynamique d'interaction et de partage qui tend *in fine* à réinventer notre rapport au vivant.

EXTRAITS CHOISIS DE *LES TROIS ÉCOLOGIES*, FÉLIX GUATTARI, COLLECTION L'ESPACE CRITIQUE, GALILÉE, 1989, PARIS ; PP. 11-14, 31.

La planète Terre connaît une période d'intenses transformations technico-scientifiques en contrepartie desquelles se trouvent engendrés des phénomènes de déséquilibres écologiques menaçant, à terme, s'il n'y est porté remède, l'implantation de la vie sur sa surface. Parallèlement à ces bouleversements, les modes de vie humains, individuels et collectifs, évoluent dans le sens d'une progressive détérioration. Les réseaux de parenté tendent à être réduits au minimum, la vie domestique est gangrénée par la consommation mass-médiatique, la vie conjugale et familiale se trouve fréquemment « ossifiée » par une sorte de standardisation des comportements, les relations de voisinage sont généralement réduites à leur plus pauvre expression... C'est le rapport de la subjectivité avec son extériorité – qu'elle soit sociale, animale, végétale, cosmique – qui se trouve ainsi compromis dans une sorte de mouvement général d'implosion et d'infantilisation régressive. L'altérité tend à perdre toute aspérité. Le tourisme, par exemple, se résume le plus souvent à un voyage sur place au sein des mêmes redondances d'images et de comportement.

Les formations politiques et les instances exécutives paraissent totalement incapables d'appréhender cette problématique dans l'ensemble de ses implications. Bien qu'ayant récemment amorcé une prise de conscience

partielle des dangers les plus voyants qui menacent l'environnement naturel de nos sociétés, elles se contentent généralement d'aborder le domaine des nuisances industrielles et, cela, uniquement dans une perspective technocratique, alors que, seule, une articulation éthico-politique – que je nomme *écosophie* – entre les trois registres écologiques, celui de l'environnement, celui des rapports sociaux et celui de la subjectivité humaine, serait susceptible d'éclairer convenablement ces questions. C'est de la façon de vivre désormais sur cette planète, dans le contexte de l'accélération des mutations technico-scientifiques et du considérable accroissement démographique, qu'il est question. Les forces productives, du fait du développement continu du travail machinique, démultiplié par la révolution informatique, vont rendre disponible une quantité toujours plus grande du temps d'activité humaine potentielle. Mais à quelle fin ? Celle du chômage, de la marginalité oppressive, de la solitude, du désœuvrement, de l'angoisse, de la névrose ou celle de la culture, de la création, de la recherche, de la ré-invention de l'environnement, de l'enrichissement des modes de vie et de sensibilité ? Dans le Tiers Monde, comme dans le monde développé, ce sont des pans entiers de la subjectivité collective qui s'effondrent ou qui se recroquevillent sur des archaïsmes, comme c'est le cas, par exemple, avec l'exacerbation redoutable des phénomènes d'intégrisme religieux.

Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels. Cette révolution ne devra donc pas concerner uniquement les rapports de forces visibles à grande échelle mais également des domaines moléculaires de sensibilité, d'intelligence et de désir. Une finalisation du travail social régulée de façon univoque par une économie de profit et par des rapports de puissance ne saurait plus mener, à présent, qu'à de dramatiques impasses. (...)

[Cela étant] j'ai la conviction que la question de l'énonciation subjective se posera de plus en plus à mesure que se développeront les machines productrices de signes, d'images, de syntaxe, d'intelligence artificielle... Il en va là d'une recomposition des pratiques sociales et individuelles que je range selon trois rubriques complémentaires : l'écologie sociale, l'écologie mentale et l'écologie environnementale, et sous l'égide éthico-esthétique d'une *écosophie*.

# Action(s) locale(s) : les nouvelles alliances

Été 2022 déjà, été 2023 encore : canicules ici, feux destructeurs là-bas, des populations partout dans le monde aux prises avec la sécheresse... Colère, impuissance, peur. Demain, c'est aujourd'hui, et le changement de société se fait de plus en plus pressant ! Mais comment faire ? De nombreuses initiatives publiques, parapubliques, associatives et militantes construisent une transition écologique, sociale et culturelle : ces projets travaillent de nouveaux imaginaires pour inventer d'autres manières de cultiver, habiter, travailler, manger, organiser, relationner... Dans cette création de survie, chacun-e a une place.

Mais voilà : il n'y a pas de mode d'emploi. Une certitude, peut-être : le changement ne viendra pas par le « méta » (trop soumis aux lobbys, aux intérêts des industries mondialisées et de la finance internationale), mais par les individus et groupes d'individus en phase avec leurs peurs. Ainsi, il faudra continuer d'inventer de nouveaux imaginaires en relation avec nos territoires de vie.

C'est dans cette idée que La Maison forte, à Monbalen, entre Agen et Villeneuve-sur-Lot, entre Bordeaux et Toulouse, construit patiemment une « fabrique coopérative des transitions ». Au cœur de son activité se trouve la question culturelle — en tant que fabrique d'imaginaires — comme le levier prioritaire de changement : programme de résidences et de recherches, missions d'études et de recherche-action, grandes journées de rencontres publiques (les *Bazar*) et séminaires (*Champ magnétique*) valorisant les pratiques de bifurcations, mais aussi, dans la même dynamique, une action agroécologique, des Guinguette-concerts, des séjours à la carte, des vacances... Bref, 1000 occasions de se rencontrer et d'inventer le changement.

Ce troisième Cahier cherche ainsi à restituer les contenus et les débats que les Ateliers populaires initiaient au printemps<sup>1</sup>, sur le thème « Se mobiliser à l'échelle locale face aux bouleversements écologiques ». Ces ateliers ont esquissé un cheminement. Il s'agissait d'abord de rappeler combien l'urgence environnementale et climatique est solidement articulée à une faillite du politique, évoquée par Anne Rumin, et à des inégalités de classe, de race et de genre, mises en lumière par Renda Belmalle. Cette urgence démocratique s'exprime encore, comme le rappelle Sylvie Ollitrault, dans la restriction du cadre législatif à laquelle se heurtent celles et ceux qui, dans l'espoir de construire une société plus juste et plus soutenable, désobéissent, résistent, tâchent de « désarmer » des adversaires multiples. Mais la résistance peut prendre différents visages. Elle peut être, comme Isabelle Stengers le propose, le choix de travailler à l'émergence d'un véritable dialogue avec les scientifiques, quitte à faire « bafouiller les experts ». C'est aussi redonner une dignité politique aux émotions : Marion Blancher montre combien celles-ci peuvent nous aider à recomposer le corps social. Ces pistes sont d'autant plus précieuses que les questions écologiques se trouvent également intégrées par des projets idéologiques fascistes, décrits par Pierre Madelin, et face auxquels il s'agit bien, ici et maintenant, de se mobiliser.

Ce cahier entend également rendre compte des recherches de résident-e-s artistes « passeurs-euses ». Toutes ces initiatives, toutes ces voix, invitent chacun-e à interroger son action et son



**HYDROSCAPE : SCULPTOR, 2023,  
UNE INSTALLATION DE CLÉMENT PHILIPPE,  
PHOTO ARIANE LECADIEU.**

engagement sur le terrain pour reprendre la main sur son territoire de vie (*a minima*). Et questionner si nécessaire la décision politique. Réapprendre à être citoyen, non par stricte opposition mais comme moyen de construire des solutions durables. Comment réarticuler les initiatives de la société civile, des citoyen-nes et des collectivités publiques ? Comment créer de nouveaux territoires relationnels, des espaces ruraux créatifs et solidaires ?

Partout semblent émerger d'autres possibilités de lutte, d'action sociale et écologique, de mise en lien des luttes et des sensibilités. Quels sont les leviers de ces nouvelles citoyennetés, quelles sont les conditions pour faire autrement politique ? Premiers pas : reprendre possession d'une citoyenneté, plurielle, confrontante, non violente, oser le plaisir d'en découdre et d'apprendre de chacun-e<sup>2</sup>.

L'équipe de La Maison forte

<sup>1</sup> <https://la-maison-forte.com/les-ateliers-populaires>

<sup>2</sup> Les rencontres de Monbalen, « Champ magnétique, citoyenneté et cinéma », troisième édition, s'attachent à cette question les 29 et 30 septembre 2023 : <https://la-maison-forte.com/champ-magnetique-2023>

## SOMMAIRE

6	Anne Rumin, <i>La démocratie en question</i> .
9	<i>Patching Topias</i> , un film d'animation de Louise Deltrieux.
12	Renda Belmalle, <i>Apprendre des territoires marginalisés</i> .
14	Duo ORAN, designers militant-e-s.
16	Sylvie Ollitrault, <i>Désobéissance civile et légalité</i> .
18	<i>Nubus</i> , start-up décapante de Marie-Julie Bourgeois.
20	Carte heuristique des <i>Bazar</i> 2023.
22	<i>Yadou</i> , danse-marche de Yaya Sarria.
26	Isabelle Stengers, <i>Questionner la science et ses experts</i> .
30	Marion Blancher, <i>La place de l'Émotion dans les mobilisations</i> .
32	Clément Philippe, plasticien chercheur d'hybridations.
34	Pierre Madelin, <i>Pensée écologique et idéologies nationalistes</i> .
36	Les Résistantes, rencontres des luttes locales et globales, Antonin Fournier et Antoine Gourbilleau.

# « ON OUBLIE SOUVENT QUE NOTRE DÉMOCRATIE DÉPEND COMPLETEMENT DE RESSOURCES MATÉRIELLES »

ANNE RUMIN

**LES BOULEVERSEMENTS ÉCOLOGIQUES INTERROGENT LA CAPACITÉ DE NOS DÉMOCRATIES À SE MAINTENIR, À LA FOIS DANS LEURS PROCÉDURES ET DANS LEURS IDÉAUX SUBSTANTIELS. POURTANT, LE DIALOGUE NÉCESSAIRE À CETTE RÉINVENTION DE NOS ORGANISATIONS POLITIQUES SEMBLE BRISÉ, MARQUÉ PAR UNE RELATIVE PERTE DE CONFIANCE DES CITOYENS ENVERS LES INSTITUTIONS. DÈS LORS, QUELLES FORMES DÉMOCRATIQUES POUVONS-NOUS ESPÉRER EXPÉRIMENTER POUR PRENDRE EN CHARGE CES QUESTIONS ? ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AVEC ANNE RUMIN, DOCTORANTE EN THÉORIE POLITIQUE, MEMBRE DE L'INSTITUT MOMENTUM ET CHERCHEUSE RÉSIDENTE À LA MAISON FORTE EN 2023.**

**La Maison forte** Vous préférez le terme de « bouleversement » plutôt que celui de « crise ». Vous voyez un enjeu politique dans cette terminologie ?

**Anne Rumin** Oui, chacun de ces termes induit une conception du moment que nous vivons : parler de crise, c'est supposer qu'un retour à la normale, ou à un certain équilibre, va avoir lieu, autrement dit que cette crise est passagère. On parle aussi de « transition » écologique. Mais en réalité, les bouleversements que nous vivons sont irréversibles ! Et nous passons bel et bien dans une nouvelle ère, ou encore un « nouveau régime climatique » pour reprendre les termes de Bruno Latour. On est donc obligé de revoir notre conception de la « nature » et surtout notre rapport à celle-ci.

**L. M. F.** Et en quoi ce changement de rapport à la nature concerne-t-il notre démocratie ?

**A. R.** On oublie souvent que notre démocratie dépend complètement de ressources matérielles, d'énergies et d'infrastructures qu'on a tendance à considérer comme acquises. Mais la disponibilité de ces ressources n'est pas évidente, comme les bouleversements écologiques le révèlent. De plus, l'accès à ces ressources repose sur des rapports de domination à l'égard de certains territoires et de certaines populations. Pourquoi ? Parce que l'histoire a fusionné, dans notre démocratie, un double idéal de liberté : l'émancipation à l'égard des pouvoirs oppresseurs, avec le mouvement des Lumières, et l'émancipation vis-à-vis des tâches permettant notre subsistance, grâce à la Révolution industrielle entre autres. Pour se délester des tâches liées à notre subsistance, nous nous reposons sur ces autres peuples et territoires à qui reviennent les efforts et les coûts de cette subsistance, et même de ce confort qui nous semble acquis.

**L. M. F.** Vous voulez dire que la limite des ressources matérielles et la remise en cause de l'exploitation de certains territoires et populations touchent directement à l'idéal de liberté ?

**A. R.** Oui exactement. On le voit avec l'expérience de Sainte-Soline où le mouvement des Soulèvements de la Terre a cherché à réinterroger les infrastructures (agricoles entre autres) dont dépendent nos modes de vie, nos organisations sociales et politiques. En réalité, ces infrastructures ont une fonction idéologique qui permet de perpétuer cette perspective

politique du temps et de la nature. Elles s'agencent avec des discours autour du productivisme qui sous-tendent notre modèle démocratique. Les remettre en question peut alors être perçu comme une atteinte à la démocratie.



© Les Soulèvements de la Terre - Twitter

**L. M. F.** Cette conception ne devient-elle pas contradictoire ? Au nom de la démocratie et d'une certaine liberté, elle semble priver les citoyens de leur autonomie, de leur possibilité de débattre et de déterminer leurs modes de vie ; elle en vient même à criminaliser les citoyens qui revendiquent ce débat, comme à Sainte-Soline...

**A. R.** Oui, tout à fait. C'est aussi ce que produit et révèle la crise écologique. Les idéaux démocratiques sont mis en tension. Parce que le temps de la délibération semble trop long face aux enjeux écologiques, on est tenté de confisquer cette possibilité aux citoyens. Mais même avant cela, comme les infrastructures qui sous-tendent notre démocratie productiviste sont invisibilisées, les citoyens ne savent plus les mettre en débat, où est leur intérêt véritable, de qui ils dépendent et ce qui les menacent. La crise démocratique est profonde car elle se double d'une crise de la subjectivité des citoyens eux-mêmes qui ne peuvent plus être des individus autonomes, capables de s'auto-déterminer.

**L. M. F.** Mais, si la crise écologique révèle ces dysfonctionnements politiques, n'est-elle pas aussi une opportunité pour les dépasser ?

**A. R.** Oui, en effet. Mais le problème tient surtout au fait que beaucoup de choix apparents sont en fait devenus des non-choix, des alternatives inextricables et insupportables. On pense par exemple aux Australiens qui se voient obligés de tuer des milliers de kangourous chassés par le feu et menaçant les lieux de vie des communautés aborigènes. C'est une mesure qu'on aimerait ne pas avoir à prendre ! La question est donc : comment recréer de véritables choix ? Pour cela, il faut sans doute passer par une phase de dé-subjectivation de nos subjectivités capitalistes, issues d'une société industrielle, pour permettre ensuite une meilleure définition et invention de notre autonomie.

**L. M. F.** Pensez-vous alors que cette remise en question de la démocratie peut créer de nouvelles alliances ?

**A. R.** C'est ce qu'espérait Bruno Latour ! Il a travaillé justement sur le déplacement des clivages. En tout cas, les dispositifs ►

► qu'il a pu proposer pour nous permettre de nous interroger ensemble sur nos véritables intérêts conduisent à remplacer la lutte des classes traditionnelle par des rapports de force entre des classes géo-sociales. C'est-à-dire que les clivages ne sont plus liés à notre place sur la chaîne de production (patron/ouvrier, salarié), mais sont plutôt liés à notre place sur des territoires différents : ceux où il y a des ressources vitales ou non, ceux qui sont plus ou moins habitables, etc. En réalité, nos intérêts diffèrent selon ces deux lectures des rapports de force. Et les citoyens peuvent, et même doivent, devenir acteurs et enquêteurs pour comprendre les logiques de soutien ou de menace sur leurs territoires et dans les territoires dont ils dépendent.

**L. M. F.** Cette enquête citoyenne sur nos intérêts, cette reconfiguration des clivages politiques seraient donc une première piste de réinvention de la démocratie face aux bouleversements écologiques ? Voyez-vous d'autres pistes ?

**A. R.** Oui, ce projet de Bruno Latour, qu'il expose dans le livre *Où atterrir ?* est une première piste de réinvention de la démocratie. Elle suppose, pour nous citoyens, de comprendre quels sont les territoires où se jouent nos intérêts. À partir de là, une deuxième piste consisterait à adopter des formes politiques plus locales pour vivre la démocratie. Agnès Sinaï et Jérôme Baschet proposent par exemple des formes de communalisme ou de municipalisme libertaire qui permettent une démocratie directe et délibérative sur des territoires plus petits ; c'est ce qu'ont mis en œuvre des communautés zapatistes au Mexique. On peut s'appuyer aussi sur le concept de « biorégion », notamment repris en France par Agnès Sinaï : il s'agit d'un territoire qui trouve sa cohérence dans des continuités environnementales plutôt que par une simple décision administrative. En fait, cette deuxième perspective vise à repenser la démocratie en prenant en compte les limites planétaires et en reconsidérant notre inscription dans la nature.

**L. M. F.** Et notre conception du temps ? Comment peut-elle évoluer pour réinventer la démocratie ?

**A. R.** Nous avons une conception de la nature et du temps qui laisse croire à une permanence des choses et une continuité du progrès. Le politologue Bruno Villalba montre bien comment nos procédures démocratiques sont forgées sur un certain imaginaire du temps conçu comme une « durée » infinie, qui ne prend pas du tout en compte la notion de

« délai ». Concept que le philosophe Günther Anders a bien défini : il montre que, depuis l'invention de la bombe atomique, nous sommes capables de nous anéantir à tout moment, ce qui impose l'idée de délai. En un sens, c'est angoissant et on pourrait penser qu'il s'agit d'une hypothèse extrême qui interdit le politique en démobilisant les citoyens. Mais en réalité, ce délai nous force à retravailler les normes de notre société et à repenser les priorités politiques. De ce fait, l'idée de « développement durable », qui a été largement utilisée dans les politiques publiques, est incompatible avec la notion de délai et elle est insuffisante pour faire face aux bouleversements écologiques qui supposent des mesures plus radicales.

**L. M. F.** L'expérience de Sainte-Soline et le mouvement des Soulèvements de la Terre ne laissent-ils pas penser que la démocratie se réinvente déjà ?

**A. R.** J'étais moi-même à Sainte-Soline et j'ai été très éprouvée par cette expérience. Certes, des citoyens s'attachent à réinventer la démocratie, mais les oppositions sont fortes. L'État, des groupes d'intérêts et de nombreux citoyens cherchent plutôt à perpétuer le modèle démocratique/productiviste qui est le nôtre... Ils y trouvent des intérêts immenses, difficiles à réinterroger. Mais ce que je peux ajouter à partir de cette expérience, c'est que le fait de vivre ensemble ce type d'actions, de débats, et plus largement d'engagements peut aussi avoir du poids par la camaraderie qui s'y développe, les émotions partagées, les savoirs et les compétences acquises par les militant·e·s... Il s'agit bien de déplacer les clivages, mais aussi, par conséquent, de constituer de nouveaux fronts, de nouvelles alliances ●



© Voltuan Redde - Twitter

## PATCHING TOPIAS TRICOTER LES EFFONDEMENTS



LOUISE DELTRIEUX

Nous vivons sur des territoires dont la forme évolue à une vitesse accélérée en partie du fait d'un changement climatique radical. Ce sentiment d'effondrement, on l'appelle collapsologie, solastalgie, éco-anxiété...

Louise Deltrieux aborde ce sujet sous un point de vue rarement exposé : le sien. Que se passe-t-il dans notre existence quand on découvre ce changement en cours, son inéluctabilité ? Avec *Patching Topias*, un essai animé sensible qui enchevêtre approches documentaire et autobiographique, elle nous présente un miroir qui peut nous toucher, car ce chemin, nous l'avons tous·tes entamé.

Au fil de ce Cahier, nous publions quelques pages extraites d'une publication réalisée par Louise Deltrieux en marge de ce film d'animation que nous avons montré durant le *Bazar* du 19 mars 2023.

Louise Deltrieux est artiste-chercheuse, diplômée des Beaux-Arts de Paris en 2011 et titulaire d'un Diplôme Supérieur de Recherche en Art (DSRA). Ses travaux, qui prennent souvent la forme de films documentaires, explorent nos rapports au vivant et leurs différents modes d'activation : éthologie, éco-activisme, cueillette, symbiose... Tout en poursuivant son activité filmique, elle s'intéresse aujourd'hui aux pratiques textiles et tinctoriales, et aux relations au monde que celles-ci peuvent engendrer.

Présenté au FID Marseille en 2021, *Patching Topias* est visible en VOD sur la plateforme Tènk. <https://www.on-tenk.com/fr/documentaires/sciences/patching-topias>

Les premières images qui sortent, lorsqu'on tape le mot utopie dans un moteur de recherche, ce sont des images de lieux isolés, des mondes clos sur eux-mêmes, pas vraiment des archipels, mais des îles, flottantes, toutes seules.

Rêver des îles, avec angoisse ou joie peu importe, c'est rêver qu'on se sépare, qu'on est déjà séparé, loin des continents, qu'on est seul et perdu — ou bien c'est rêver qu'on repart à zéro, qu'on recrée, qu'on recommence. Il y avait des îles dérivées, mais l'île, c'est aussi ce vers quoi l'on dérive, et il y avait des îles originaires, mais l'île, c'est aussi l'origine, l'origine radicale et absolue. [...]

D'abord, c'est vrai qu'à partir de l'île déserte ne s'opère pas la création elle-même mais la re-création, non pas le commencement mais le re-commencement. Elle est l'origine, mais l'origine seconde. À partir d'elle, tout recommence. [...] Il y a dans l'idéal du recommencement quelque chose qui précède le commencement lui-même, qui le reprend pour l'approfondir et le reculer dans le temps. L'île déserte est la matière de cet immémorial ou de ce plus profond.

– Mais en fait nous on voit l'effondrement potentiellement comme un truc qui va être positif ! C'est-à-dire l'effondrement, ça veut dire l'effondrement de tout ce qui est merdique dans la société, et qui peut nous permettre de construire un truc vachement mieux, de recommencer, donc en fait on parle de ça positivement ! C'est-à-dire, moi je suis heureux de l'effondrement, ça me fait pas si peur que ça.

Gilles Deleuze, *L'île déserte et autres textes*, 2002

*L'effondrement comme une île?*



# « LES CLASSES POPULAIRES N'ONT, EN AUCUN CAS, UN DÉSINTÉRÊT NATUREL POUR LES QUESTIONS ÉCOLOGIQUES »

RENDA BELMALLEM

**L'ÉCOLOGIE EST-ELLE L'APANAGE DES CENTRES-VILLES? RENDA BELMALLEM, DOCTORANTE EN THÉORIE POLITIQUE, NOUS INVITE À PENSER LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES DEPUIS DES ENJEUX DE JUSTICE SOCIALE ET DE JUSTICE TERRITORIALE. OÙ IL EST QUESTION D'APPRENDRE DES PRATIQUES ET DES MOBILISATIONS ÉCOLOGISTES ISSUES DE TERRITOIRES MARGINALISÉS, À L'INSTAR DES QUARTIERS POPULAIRES.**

**La Maison forte** Quelles sont ces « marges » que vous étudiez et qui semblent exclues de nombreuses mobilisations citoyennes ?

**Renda Belmallem** Les marges sont définies par rapport à un centre qui renvoie soit aux dominants, c'est-à-dire à ceux et celles qui détiennent les pouvoirs politiques, économiques, symboliques, soit au centre d'un territoire où se joue l'essentiel des activités. Ceux et celles qui sont en marge le sont donc concrètement, dans l'espace, mais aussi socialement et politiquement, à l'égard du pouvoir et des activités valorisées. On peut, par exemple, être marginalisé en raison de son genre (c'est le cas des femmes notamment), mais également en raison de son identité sexuelle (homosexuelle, transsexuelle...), de sa race, de sa classe sociale, de son âge, d'un handicap... C'est ce dont témoigne l'autrice féministe afro-américaine Bell Hooks lorsqu'elle écrit *De la marge au centre*. En réalité, son statut de femme, de personne noire, issue d'un milieu populaire la situe en marge de la société américaine, blanche, patriarcale, mais aussi en marge des luttes féministes elles-mêmes, tant que ces luttes sont menées par des femmes blanches de milieux bourgeois.

**L. M. F.** En est-il de même dans les luttes écologiques ?

**R. B.** Ceux et celles qui sont opprimé-e-s au sein de notre société capitaliste et patriarcale sont aussi exclu-e-s des mobilisations

écologiques, menées principalement par des personnes blanches de milieux sociaux privilégiés. La méconnaissance de ces oppressions systémiques par les militant-e-s écologistes reproduit ainsi, au sein des luttes, des formes d'incompréhensions, voire de violences symboliques. C'est ce que j'ai pu observer avec le collectif du Front de mères (des habitantes des quartiers populaires), né en Île-de-France en 2016 et rejoint par des militant-e-s et collectifs écologistes (venu-e-s d'autres territoires) sur l'enjeu des plats végétariens dans les cantines. Cette tentative de coopération sur une problématique apparemment commune a suscité beaucoup de questionnement des deux côtés. Résultat : face à l'incompréhension des revendications des parents des quartiers populaires, certain-e-s écologistes ont employé de mauvaises stratégies d'action.



© front2meres.org

**L. M. F.** Comment la prise en compte de ces rapports de pouvoir vient redéfinir les luttes écologistes ?

**R. B.** L'alliance des luttes peut conduire à différentes formes d'écologie : une écologie féministe, décoloniale, populaire...

L'émergence de l'éco-féminisme, dès les années 70, est intéressante car c'est en réalité en retournant le stigmate dont elles étaient victimes que les femmes en viennent à revendiquer un lien privilégié à la nature. Simone de Beauvoir, et de nombreuses féministes avec elle, ont contesté, ou du moins nuancé, le lien privilégié des femmes avec la nature. Au contraire, l'éco-féminisme explore ce lien à la nature et fait de ce qu'on attribue généralement au féminin, la sensibilité ou l'aptitude au soin, une force. Des femmes vont également s'engager *en tant que femmes* dans les luttes écologistes. Que l'on pense à la *Womans Pentagon action*, née en 1980, ou au collectif des *Bombes atomiques*, né à Bure en 2010, elles inventent des modes d'action qui leur sont propres.

**L. M. F.** Et qu'en est-il des classes populaires ? On a pu dire que la question écologique n'était pas leur priorité et qu'elles manquaient de temps et de ressources pour s'investir sur cet enjeu...

**R. B.** C'est en effet un argument qui a été utilisé et qui a justifié l'exclusion des classes populaires des luttes. Et cet argument sert toujours à opposer les luttes écologistes et les revendications socio-économiques des plus précaires. En fait, cette exclusion progressive est avant tout subie par les classes populaires. C'est pour cette raison que le sociologue Jean-Baptiste Comby parle d'une « dépossession » des classes populaires. Pourtant, ces personnes n'ont, en aucun cas, un désintérêt naturel pour les questions écologiques, bien au contraire...

**L. M. F.** Pouvez-vous préciser ce qui a conduit à cette « dépossession » des classes populaires du défi écologique ?

**R. B.** Cela tient d'abord au fait que les gouvernements et certain-e-s militant-e-s ont fait de la question écologique un problème individuel, ce qui a conduit à sa dépolitisation. Les dimensions économique, politique, sociale, qui sont à l'origine de l'exploitation des ressources comme des humains, ne sont ainsi pas prises en considération dans le débat public. Repolitiser les mobilisations écologiques suppose de tenir compte des rapports de pouvoir qui sont au cœur de cette exploitation. Ensuite, la question écologique est bien trop souvent traitée dans un vocabulaire scientifique, donc excluant, surtout quand le débat se concentre sur la question climatique et non sur les bouleversements écologiques globaux et leurs conséquences multiples. Enfin, les militants et militantes ont visé une échelle de grande ampleur, celle de l'humanité et de la planète, au détriment des luttes locales. Cette échelle mondiale, ou terrestre, éloigne l'enjeu écologique de la vie concrète des gens, et les luttes locales ne trouvent pas leur place dans le débat. Pour contrer cette tendance, l'économiste Joan Martinez Alier et l'historien Alberto Flores Galindo parlent, en Amérique Latine, d'« écologisme des pauvres » dès le début des années 1990.

**L. M. F.** Que permet de comprendre cet « écologisme des pauvres », ou plus largement l'articulation des questions économiques et sociales avec la question écologique ?

**R. B.** Il s'agit de montrer que la lutte écologique est inséparable de la lutte des classes puisqu'il est question non seulement du climat mais aussi des conditions matérielles de notre vie ! Et les classes populaires sont souvent plus exposées que d'autres à la dégradation de ces conditions de vie. Dans le contexte du

mouvement noir américain pour la reconnaissance des droits civiques, dans les années 1970, un autre mouvement émane des quartiers populaires : celui-ci revendique une « justice environnementale », contre le « racisme environnemental ». L'organisation va notamment cartographier l'ensemble des infrastructures de traitement de déchets présentes à New-York. Leur résultat est sans appel : une grande majorité d'entre elles se trouve dans les quartiers non-blancs de la ville. De manière plus générale, l'écologie prend en compte les territoires, les corps et toutes les interactions écosystémiques. Autrement dit, elle montre l'interdépendance des territoires comme des êtres vivants, et elle comprend ces rapports par des dynamiques qui dépassent la binarité et les hiérarchies entre les humains et même entre les espèces. Prise au sérieux, l'écologie devrait viser l'émancipation et le respect de tous-tes et de toutes formes de vie.

En plus, les questions environnementales sont rarement uniquement... environnementales. C'est ce dont témoigne la revendication végétarienne du Front de mères que nous évoquons plus haut. L'articulation des questions liées aux cultes religieux avec les questions écologiques est dans ce cas nécessaire ! Et c'est justement le manque de compréhension qui a limité la réussite de cette revendication.

**L. M. F.** Y a-t-il aujourd'hui des mouvements qui incluent davantage les marges ?

**R. B.** Il y a à nouveau une grande attention portée aux luttes locales, favorisée par les marches pour le Climat et des associations comme Alternatiba, et plus récemment les Soulèvements de la Terre. Mais le mouvement écologiste reste majoritairement composé de personnes de classes supérieures et les différences de classes sont difficiles à dépasser, dans la mesure où des résistances persistent lorsque les rapports de pouvoir sont pointés et l'écoute du vécu des personnes et de leur expérience d'implication dans des luttes locales reste trop pauvre. Je voudrais préciser à ce propos qu'accepter d'être un homme, ou une personne blanche, d'une classe privilégiée, ce n'est pas dire qu'on est une « mauvaise personne » ; c'est reconnaître une histoire, le fonctionnement d'un système dont on hérite aussi, et se demander consciemment ce qu'on en fait. La philosophe Donna Haraway propose ainsi d'« accepter le trouble », ou ici, d'accepter l'inconfort de l'Histoire dont on est issu. C'est cela qui permet ensuite d'être en capacité de se rencontrer vraiment pour lutter ensemble, en prenant en compte ces rapports de pouvoir toujours existants dans la société. Quand on les connaît et que l'on se sait d'une classe privilégiée, on peut, par exemple, décider de s'exposer davantage dans les luttes, les manifestations. Au contraire, nier ces rapports de pouvoir, ces histoires, revient à reproduire les violences. Cette articulation des luttes sociales, économiques, politiques et écologiques est indispensable et doit encore être travaillée, expérimentée ●

# DES FICTIONS MILITANTES

DUO ORAN



**MORGANE CLERC ET FLO CLERC DÉBUTENT EN 2016 UNE DÉMARCHÉ ARTISTIQUE SITUATIONNELLE À L'ISSUE DE LEURS ÉTUDES EN DESIGN D'ESPACE ET ALTERNATIVES URBAINES À VITRY-SUR-SEINE. EN 2019, APRÈS TROIS ANS DE NOMADISME ET D'EXPÉRIMENTATION D' ACTIONS COLLABORATIVES, LE DUO S'INSTALLE À LILLE OÙ IELS SONT DÉSORMAIS ARTISTES ASSOCIÉ·E·S À LA MALTERIE.**

En quoi l'acte artistique peut-il être un levier d'émancipation et de solidarité ? C'est à cette problématique que le duo ORAN tente d'apporter des éléments de réponse, en assumant une posture poétique, critique et farceuse. Puisant dans le registre des sciences humaines et des manifestations populaires, leurs travaux s'inscrivent tant dans le domaine de la représentation que dans celui de l'intervention. Explorant le monde comme un champ de bataille,

iels cherchent à tisser de nouvelles alliances, fascinés par la possibilité d'un ailleurs du capitalisme. Mettant en place de joyeuses tactiques de contournement des normes, le duo ORAN s'infiltré dans des situations de production pour les changer en situations politiques. En prenant le large des récits dominants, peut alors se déployer ce qu'ils nomment le potentiel de *fictionnalité* présent en chaque lieu.

Leurs interventions prennent la forme de protocoles et d'enquêtes. Les enquêtes sont activées au sein de territoires spécifiques sur de longues durées, lors desquelles le duo ORAN s'assigne une mission à accomplir. Celle-ci peut aboutir à des situations de discussions et à la production d'objets fonctionnels. Alors que l'enquête avance, c'est tout un réseau de relations formel ou informel qui se dessine, dont l'évolution donne lieu à des documentations et archivages. Cette dimension ethnographique permet ensuite de produire des objets d'éditions

et des installations, dont la vocation est de transmettre le désir de faire en commun.<sup>1</sup>

## *Débattre*, un dispositif-fiction

En résidence au printemps à La Maison forte, le duo commence le travail d'un nouveau cycle de recherche autour du lien entre humains et animaux non-humains dans un contexte de production, particulièrement en rapport avec les animaux d'élevage. Un défrichage du sujet qui a associé un travail de documentation à de premières rencontres avec des agriculteur·rices locaux·les. Iels poursuivent ce projet dans une deuxième phase de travail dans le Nord-Pas-de-Calais à l'automne 2023 : « Questionner le rapport aux animaux d'élevage, et en particulier les vaches laitières, à travers la consommation de beurre », envisagé « comme un prétexte à parler de la condition animale, et de la relation qu'on entretient avec cette condition ».

L'action *Débattre*, présentée dans le jardin de La Maison forte lors du *Bazar* de mars, se présentait comme une « tentative de mise en forme de certaines idées et une expérimentation formelle de prises de position du corps dans un espace ». Le but était d'explorer les premières pistes de recherche à l'aide d'un scénario simple. Flo, un·e des deux artistes du duo, était confronté·e à un dispositif constitué de trois enclos qu'il devait traverser sans utiliser ses membres. Ce dispositif, rappelant les enclos des animaux d'élevage, leur permettait d'aborder indirectement l'idée que toute forme de vie — humains, comme animaux non-humains, plantes, et écosystèmes — est mise au travail, voire exploitée par le productivisme. Les animaux non-humains, êtres actifs et sensibles, sont donc de potentiels alliés avec qui il est possible de lutter et de s'unir. Cette façon d'interroger le ressenti, le sentiment, l'intuition pour le duo ou chez les spectateur·rices, sans *a priori*, signe efficacement cette posture « poétique, farceuse et critique » qui questionne le *statu quo* de manière indirecte et joyeuse, sans donner de

leçons ou tomber dans l'idéologie. Iels l'expliquent ainsi : « On a toujours senti que, dans notre volonté d'avoir un engagement politique qui vise à s'inscrire dans des mouvements de lutte pour la justice sociale et pour l'élimination des oppressions, l'art — ou en tout cas la pratique artistique qui est la nôtre — se joue à un endroit qui n'est pas celui de la provocation ou de la confrontation violente. On n'a pas envie de choquer, de mettre les gens à distance de nous ; mais plutôt de trouver des passerelles de discussion. L'humour, et une forme de frivolité (...), donnent envie de faire partie d'un moment qui peut être joyeux. L'humour est aussi une super couverture pour faire passer des choses intenses et fortes ».

Proches des théories de « l'art en commun » prônant un art collectif et défendant la démocratie, la justice et l'égalité, iels déclarent s'en démarquer progressivement, préférant une approche pragmatique plus près des luttes sur le terrain : « on essaye de plus en plus d'aller voir les gens qui manifestent et qui font de la désobéissance civile, voire des actions directes ».

Entre art et activisme, le travail du duo ORAN s'inscrit dans la lignée de collectifs comme le Laboratoire d'imagination insurrectionnelle, affichant l'objectif de « co-concevoir et déployer des formes créatives d'action directe, qui se veulent aussi joyeuses qu'elles sont politiquement efficaces ». L'art aurait la capacité de transformer les luttes : en découle chez le duo la volonté de construire des récits alternatifs. Iels déclarent à ce sujet que « les pratiques créatives, dont font partie les pratiques artistiques, ont le pouvoir de regarder la réalité avec d'autres prismes, et de mettre en place des fictions, qui, plus elles sont travaillées, ont de plus en plus de chances de s'inscrire dans la réalité, et de raconter une forme de vérité ». Pour le duo ORAN, l'art est envisagé comme une « manière de lutter avec la fiction » et comme un contre-pouvoir pouvant « donner de la consistance à des contre-fictions, et donc des récits alternatifs qui peuvent aider à rétablir une justice et une reconnaissance de personnes peu ou pas reconnues. » ●

Propos recueillis par Ariane Lecadiou.



1 Texte extrait de la présentation du duo ORAN par Flo Clerc et Morgane Clerc ; sur <https://oran-g.com/>

# « LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE EST PLEINEMENT LIÉE AUX PRINCIPES DÉMOCRATIQUES »

SYLVIE OLLITRAULT

**L'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE PRÉCIPITE UNE MASSIFICATION DES ACTIONS DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE. TRADITIONNELLEMENT NON-VIOLENTES, CES MOBILISATIONS REVENDIQUENT SORTIR DE LA LÉGALITÉ POUR INTERROGER NOS CONCEPTIONS DE LA JUSTICE ET DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES JUGÉS BAFOUÉS. SYLVIE OLLITRAULT, POLITISTE, DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CNRS ET DIRECTRICE DE LA RECHERCHE DE L'EHESP, DÉVELOPPE ICI COMMENT LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE QUESTIONNE LA VITALITÉ DE NOS DÉMOCRATIES ET LEURS CAPACITÉS À SE RÉINVENTER.**

**La Maison forte** Vous avez publié en 2012 avec Graeme Hayes un ouvrage sur la désobéissance civile : vous y proposez une définition de celle-ci qui puisse embrasser les différentes formes qu'elle prend à travers l'histoire et sur différents continents.

**Sylvie Ollitrault** En effet, nous y définissons la désobéissance civile d'abord et avant tout comme une stratégie discursive : c'est-à-dire une manière de justifier d'une action, en se référant au cadre démocratique, plus qu'à un type d'action spécifique. En d'autres termes, il s'agit ainsi d'une action qui n'est pas seulement militante, mais aussi citoyenne car elle s'effectue au nom d'un principe supérieur au cadre juridique existant. Paradoxalement, la désobéissance civile présuppose une reconnaissance préalable de la loi : l'obéissance est la règle, et la désobéissance, une exception à la règle. La désobéissance civile est donc pleinement liée aux principes démocratiques, et c'est dans ce sens qu'elle se distingue de la délinquance, comme le rappelait déjà Hannah Arendt lorsqu'elle envisage le devoir de désobéir face à des lois injustes. David Thoreau, Gandhi ou Martin Luther King, qui ont pensé la désobéissance civile, revendiquent ce même attachement au cadre démocratique et à l'égalitarisme, et la lecture de ces auteurs alimente les luttes écologistes.

**L. M. F.** Vous évoquez Martin Luther King : il semble en effet que la désobéissance civile soit très liée au mouvement des droits civiques...

**S. O.** Tout à fait, ces luttes vont inspirer en partie celles des écologistes. On peut également évoquer, dans l'espace nord-américain, le militantisme des quakers, ces protestants objecteurs de conscience qui s'opposent à la guerre au nom d'une conscience religieuse pacifiste.

**L. M. F.** Et quelle est l'histoire de la désobéissance civile en France ?

**S. O.** En France, on parle dans les années 1970 d'une « résistance civile », pratiquée avec une forte influence du catholicisme et du pacifisme — ce qui est moins le cas à présent. Cette résistance se développe dans ces années sur le plateau du Larzac, notamment car on y trouve Lanza del Vasto, auteur et militant qui a longtemps été disciple de Gandhi. Le mouvement écologiste d'alors était très criminalisé, et faisait l'objet d'une forte répression — souvenons-nous de la mort de Vital Michalon à Creys-Malville, en 1977, lors d'une manifestation contre l'implantation de la centrale nucléaire de Superphénix.



© Philippe Desmazes - AFP

Dans ces milieux militants, il y avait aussi (et il y a toujours) une importante réflexivité sur les luttes menées et sur les pratiques de contestation. C'est pourquoi naît l'idée de gagner

l'opinion publique en réinventant la désobéissance civile. Il s'agit de rentrer dans l'illégalité, voire de produire du trouble à l'ordre public, en mobilisant deux motifs argumentatifs : celui d'un principe supérieur — la protection de l'environnement — et celui d'une urgence à agir. Par exemple, dans le cas des faucheurs d'OGM, il faut protéger immédiatement les parcelles agricoles. Ce travail d'argumentation et de rhétorique militante a été mené avec les avocats des désobéissant-e-s, pour rappeler lors des procès la nécessité d'une intervention rapide avant que la situation environnementale n'empire. Les écologistes se positionnent en lanceurs d'alerte, tâchant de mettre à l'agenda politique des questions encore trop peu traitées par l'État, ou pas assez rapidement. Cette question de l'urgence est notamment mise en scène (dans le bon sens du terme) en mettant l'accent sur les conditions de vie des « générations futures ». Plus récemment, un déplacement s'est opéré : on évoque maintenant non seulement les générations à venir, mais aussi celles présentes, ce qui transforme la notion d'urgence et légitime davantage encore le recours à la désobéissance civile.

**L. M. F.** Quelle place pour le sabotage dans la désobéissance civile ?

**S. O.** On m'interpelle beaucoup à ce sujet en ce moment. Le sabotage existait déjà dans les milieux écologistes nord-américains et britanniques dans les années 1970, avec des individus s'auto-définissant comme « ecowarriors », les guerriers de l'écologie. On assistait alors, aux États-Unis, à une dérégulation des politiques publiques environnementales dans de nombreux états, avec des questionnements sur le gaz de schiste. Il y avait ainsi des actes de violence de la part des militant-e-s, une criminalisation de ceux-ci, et des tensions très fortes, assez semblables à ce qui se passe en ce moment : d'un côté, les écologistes manifestent une véritable crainte quant à l'avenir et une volonté de mettre fin à certaines pratiques, et de l'autre côté, les intérêts privés et les politiques se rigidifient, quitte à s'en prendre aux protecteurs de l'environnement. Le sabotage arrive à ce moment, comme un moyen d'action plus radical, et comme une forme de désobéissance civile plus vindicative. Mais cela a existé aussi en France, avec par exemple Éric Pétetin, qui se revendique « ecowarrior » et sabote des bulldozers pour protéger sa vallée, il sera d'ailleurs emprisonné pour cela. Le sabotage est alors justifié comme un moyen de désarmement : s'en prendre à un bulldozer, c'est protéger l'environnement en désarmant l'« ennemi ». Même dans ce cas de figure, l'arrestation a lieu, elle est reconnue et acceptée par les militant-e-s, ce qui distingue la désobéissance civile et le sabotage du terrorisme, qui suggère une clandestinité bien plus marquée. Mais la question de la violence est très compliquée : comment la définir ? Elle existe dans beaucoup de mouvements sociaux et dans les luttes écologistes, et toujours en lien avec une justification citoyenne : on réagit à la violence des adversaires.

**L. M. F.** Vous suggérez que la violence se pense dans un rapport de force ?

**S. O.** Oui, c'est la question de la violence légitime. Jusqu'à quel point la violence d'un État est-elle légitime ? Jusqu'à quel point la non-violence des militant-e-s est-elle utile et pertinente pour désarmer l'« adversaire » ? Et il faut aussi rappeler que le

rapport à la violence et à la non-violence évolue en fonction de ce qui est défini comme légal ou non.

**L. M. F.** Vous avez effectivement souligné combien la désobéissance civile est liée au cadre juridique existant, puisqu'on entre dans l'illégalité au nom de principes supérieurs à celui-ci. Est-ce que cela signifie que la désobéissance civile se transforme en fonction des évolutions de ce cadre juridique ?

**S. O.** Bien sûr. J'observe les mouvements écologistes depuis longtemps, et je remarque que certaines actions militantes autrefois acceptées deviennent illégales. Et comme elles deviennent illégales, la désobéissance civile rattrape les militant-e-s ; à mesure que le cadre juridique se resserre, on entre plus facilement dans l'illégalité. Cela m'évoque les travaux de l'historien Jacques Semelin sur les réseaux résistants pendant l'Occupation. Quand ce qui était normal est interdit, quand ce qui était permis hier n'est plus autorisé aujourd'hui, alors on entre dans l'illégalité.

**L. M. F.** Est-ce qu'aujourd'hui la désobéissance civile est toujours efficace pour lancer l'alerte ?

**S. O.** La désobéissance civile est très liée aux médias, il s'agit initialement de donner une large audience à une lutte et à une revendication politique. Mais à quel point est-ce encore efficace de passer dans les médias ? Par exemple, lorsque des militant-e-s écologistes s'en sont récemment pris à des œuvres d'art, il n'a été question que de l'acte en lui-même, et pas de sa signification politique. Cela suggère que la désobéissance civile peut aussi se redéfinir en fonction de la perception de son efficacité, et en fonction de notre contexte politique, lorsque des citoyen-ne-s souhaitent faire entendre des revendications mais ne trouvent pas le lieu pour les exprimer, ou ne se sentent pas entendu-e-s ●



© Just Stop Oil - Twitter



## Du design spéculatif

MARIE-JULIE BOURGEOIS

**MARIE-JULIE BOURGEOIS EST ARTISTE NUMÉRIQUE, DESIGNER, DOCTEURE EN ESTHÉTIQUE SCIENCE ET TECHNOLOGIE DES ARTS ET ENSEIGNANTE À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SACLAY. AVEC HOMOGENITUS / OUCLIPO, ELLE QUESTIONNE, GRÂCE À UN PROJET D'ART ET DE DESIGN SPÉCULATIF, LES DÉFIS ÉCOLOGIQUES DE LA TECHNOLOGIE ACTUELLE DE GÉO-INGÉNIERIE SOLAIRE.**

Les *Homogenitus* sont des nuages artificiels anthropogéniques générés par les activités humaines – classifiés dans l'Atlas International des Nuages depuis 2017 par l'OMM<sup>1</sup>. Le projet de recherche et de création de Marie-Julie Bourgeois propose de réunir des artistes, scientifiques et designers pour écrire un Ouvroir de Climats Potentiels (OuCliPo) autour des problématiques éthiques des sciences de la géo-ingénierie solaire. Ces fictions interrogent les codes scientifiques et soulèvent des questions éthiques tout en proposant une critique efficace du techno-solutionnisme.

OuCliPo est ainsi un projet spéculatif qui propose de repenser la façon dont nous innovons afin d'anticiper les conséquences en amont du processus technologique. L'art et le design servent à dessiner cette fiction et à projeter le public dans une expérience écologique ironique. Le design spéculatif utilise la fiction pour anticiper les innovations et questionner les dystopies technologiques séduisantes. Le solutionnisme technologique est confronté à la réalité prométhéenne, engageant nos valeurs, les communautés, les controverses et l'expertise scientifique.

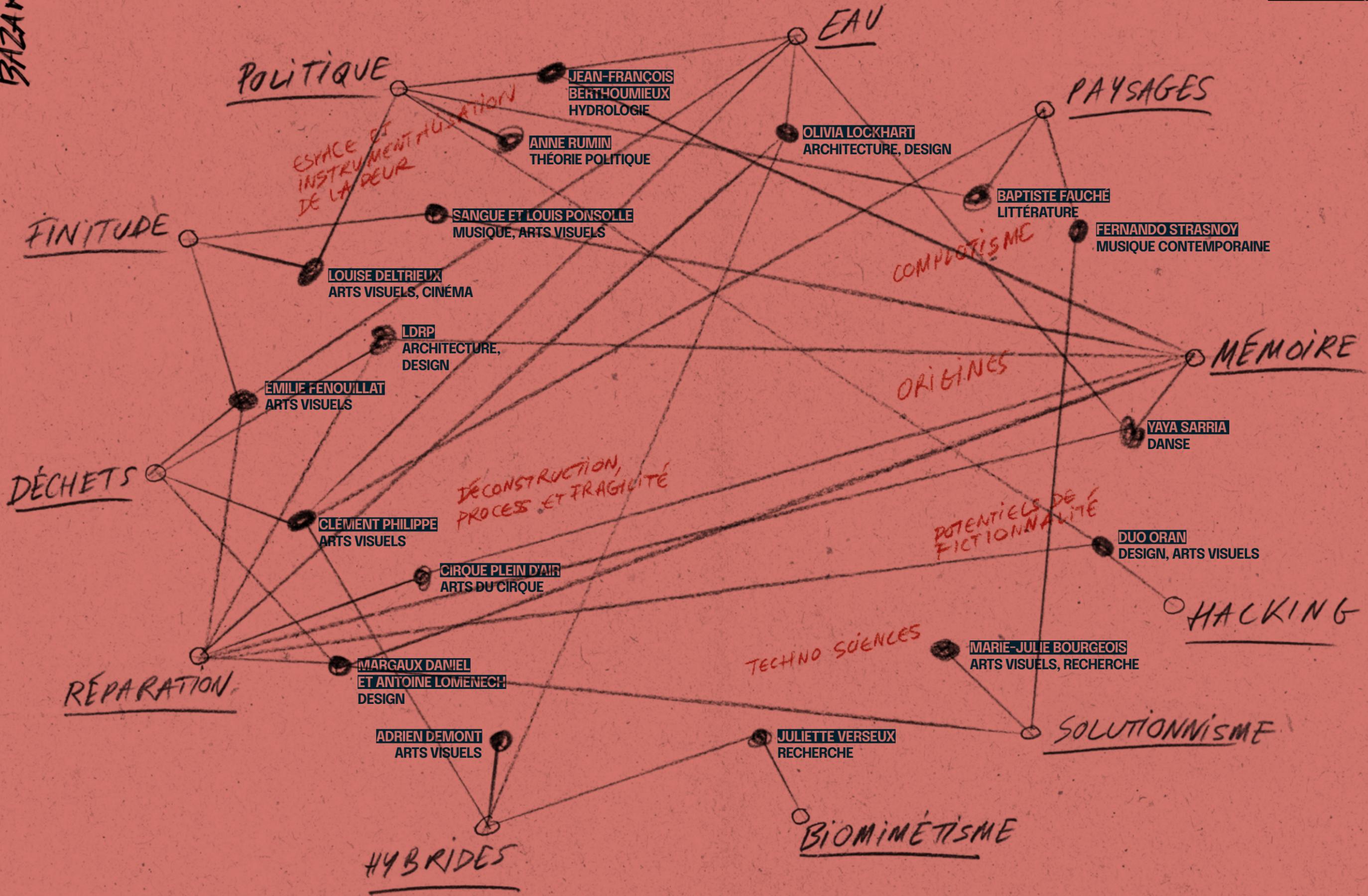
Lors du *Bazar* d'avril, La Maison forte présentait une des trois expériences artistiques de OuCliPo : la très prometteuse

start-up *Nubus*, spécialisée en géo-ingénierie solaire produit – avec un kit commercial exceptionnellement efficace (film, affiches, machine...) – des nuages bleus pour lutter contre l'effet de serre ! *Nubus* propose ainsi une solution face au réchauffement climatique à travers la géo-ingénierie solaire ; la fabrication de nuages permet de réduire la température du globe. La diffusion de nuages stratosphériques permet – en théorie – de diminuer l'albedo et ainsi de dévier une partie du rayonnement solaire vers l'espace...

Les spectateur·rices étaient ainsi invité·e·s à découvrir cette solution miracle, « révolutionnaire » et à adhérer à son ingéniosité ! Certain·e·s se sont malgré tout rebellé·e·s et interrogé·e·s publiquement à l'annonce du programme : « Des nano-particules biodégradables ont déjà été diffusées en haute atmosphère par des modules météo autonomes et la société *Nubus* prévoit de lancer 20 000 météo-drones d'ici 2025 pour poursuivre ses actions à l'échelle stratosphérique. 1500 foyers d'Île-de-France sont déjà équipés de prototypes de fabrication de nuages bleus à domicile. L'objectif est de construire un bouclier climatique naturel pour un monde plus frais et un ciel plus bleu ! »

Design spéculatif particulièrement efficace, décidément ●

1 Organisation Météorologique Mondiale.





## Dé-marches

YAYA SARRIA

**À N'DJAMENA, CAPITALE DU TCHAD, ON DANSE ! DEPUIS 2016, LE DANSEUR CHORÉGRAPHE TCHADIEN YAYA SARRIA Y ASSURE LA DIRECTION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA DANSE SOUAR SOUAR (« DANSE DANSE »). UNE GAGEURE, UN DÉFI, QUI NE VA PAS SANS DE NOMBREUSES PÉRIPÉTIES... EN SUISSE OU EN FLORIDE, À KISANGANI OU À YAOUNDÉ, À DAKAR OU À TUNIS, YAYA SARRIA EST UN SOLITAIRE OBSTINÉ QUI, DE LA DANSE CONTEMPORAINE AU HIP-HOP OU AU BUTÔ, NE REFUSE AUCUNE EXPÉRIENCE, MAIS, TOUJOURS ET PARTOUT, POURSUIT SON OBJECTIF, SA QUÊTE.**

« Je suis né de parents nomades. Tout ce que je sais, c'est que ma mère que je n'ai jamais retrouvée est née en 1953 et mon père en 1933. » Comme d'autres mènent l'enquête dans les méandres de l'administration ou dans les secrets enfouis des familles, Yaya Sarria a choisi la danse pour retrouver la trace perdue ; il a appelé sa compagnie « Les Sabots de vent ».

Lors du *Bazar* de mai, il présentait *Yadou* (« la (dé)marche » en fulfulde, la langue des Peuls du Sahel),

une chorégraphie créée en 2014, réinventée pour cette occasion dans une version qui emprunte au butô et semble célébrer une origine mystérieuse et cosmique ; le corps nu recouvert d'une boue d'argile, c'est tout d'abord une très petite silhouette fantomatique que les spectateur·rices installé·e·s en pleine nature devinent au loin... Danse du vide, de l'errance, de la quête mais aussi d'une incroyable sincérité rappelant à une condition de l'extrême fragilité : un homme inconditionnellement humain, à nu.

*Yadou* s'intègre dans le travail d'enquête qu'il mène depuis dix ans : ses recherches l'amènent à l'Université de Floride aux États-Unis (recherche chorégraphique en danse africaine et tradi-contemporaine), au Centre Chorégraphique National de Tours ainsi qu'au Centre National de la Danse (CND) : il s'intéresse aux enfants des rues, aux prostitué·e·s, aux détenu·e·s, aux sans-abris, aux populations marginalisées et racisées. Une façon de leur donner la parole, de les visibilitéer, de les écouter.





## ARCHIPEL

Ce dont nous avons besoin n'est pas de former un continent, mais d'*archipeliser* les îlots de résistance.

Désormais je vois plutôt les choses comme ça : le capitalisme est comme de l'eau, qui s'insère dans tous les interstices. Dès qu'il y a une petite pente ou un défaut de gravité, cela vient tout remplir. Il y a un côté extrêmement liquide dans le fonctionnement du capitalisme qu'a bien montré Deleuze, ce côté déterritorialisé, dans lequel on patauge, dans lequel on se noie tous à moitié. Il faut plonger, fendre un peu la croûte terrestre pour faire remonter le magma, pour faire émerger un îlot. C'est un processus qui nécessite beaucoup d'efforts, et tout d'un coup tu fais sortir une énergie, une chaleur et ça remonte à la surface... Il y aura un îlot, puis un autre îlot, puis un archipel, et peut-être un pays. C'était un peu ça, la ZAD.

Plusieurs coups portés simultanément en des endroits ciblés peuvent s'avérer plus efficaces, mais des îlots séparés ne peuvent former un archipel sans concertation ni conscience collective. Or face au Monstre, à la Machine, aux destructions qu'engendre le monde moderne, c'est bien d'un archipel dont nous avons besoin.

Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, 2019

Alain Damasio, Interview par par Agnès Rousseaux et Barnabé Binctin pour *Basta !*, 12 juillet 2019

<https://www.bastamag.net/Alain-Damasio-Les-Furtifs-La-Volte-ultra-liberalisme-ZAD-pouvoir-alienation>

# « L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES SCIENTIFIQUES PASSE PAR DES CHOIX POLITIQUES »

ISABELLE STENGERS

ISABELLE STENGERS EST PHILOSOPHE DES SCIENCES. ELLE DÉVELOPPE UNE CONCEPTION CONSTRUCTIVISTE DU SAVOIR SCIENTIFIQUE ET UNE ÉCOLOGIE DES PRATIQUES ATTENTIVES AUX PHÉNOMÈNES D'INTERDÉPENDANCE DANS LE MONDE VIVANT. DANS UN CONTEXTE D'URGENCE ENVIRONNEMENTALE, QUELLE EST LA PLACE DES SCIENTIFIQUES DANS LA PRISE DE DÉCISION POLITIQUE, COMMENT LEUR REDONNER DU CRÉDIT TOUT EN ADOPTANT UNE POSTURE CRITIQUE ENVERS LEUR TRAVAIL ? UNE PENSÉE RÉJOUISSANTE QUI RAPPELLE À L'ART DE LA COMPLEXITÉ.

**La Maison forte** En tant que militants écologistes, on fait face à l'ambiguïté de la place et de l'usage de la science aujourd'hui : d'un côté, les mobilisations citoyennes s'appuient sur les savoirs scientifiques et, d'un autre côté, la montée de l'expertise scientifique oblige à réinterroger les décisions politiques qui cherchent souvent une solution technique aux problèmes écologiques. D'où notre première question : que faire de la science ?

**Isabelle Stengers** En fait, j'ai pris conscience de l'importance de cette question après avoir introduit, dans l'ouvrage *Au temps des catastrophes*, le terme Gaïa, pour parler de la Terre. Les scientifiques, et notamment ceux du GIEC, évoquent le problème de la stabilité du « système Terre ». C'est une manière objective, et scientifiquement sûre, de décrire la situation. Mais la Terre est alors un objet de connaissance parmi d'autres. Et le danger est que cela canalise l'imagination. Par exemple : il est nécessaire de réduire globalement « nos » émissions de CO<sub>2</sub> ? Qui, nous ? On fait alors comme si c'était un problème dont la solution pourrait être technique (la voiture électrique par exemple). Dans cette perspective, la question est seulement de savoir comment maintenir la Terre habitable (avec une température viable), et non comment favoriser une Terre richement habitée. Au contraire, en parlant de Gaïa, je mettais l'accent sur le fait qu'il faut interroger la question plutôt existentielle qui se pose aujourd'hui à tout un chacun — aux citoyens mais aussi aux scientifiques : si le rapport à la Terre et aux autres qui a prédominé jusqu'à maintenant nous a menés là, comment modifier ce rapport ? Gaïa est donc une interpellation.

**L. M. F.** Dans cette perspective, qu'appellez-vous « l'intelligence publique des sciences » ?

**I. S.** Il faut d'abord comprendre l'image publique de la science qui s'est construite peu à peu et derrière laquelle les scientifiques eux-mêmes se réfugient, oubliant ce qu'ils font. Cette image maintient à distance le « public », qui ne pratique pas directement la science. Elle doit être respectée, le public doit en reconnaître les bienfaits. Se mêler des questions qu'elle traite, c'est donc parasiter le travail de ceux qui sont reconnus comme étant des scientifiques. Au contraire, promouvoir une « intelligence publique des sciences », c'est pouvoir interroger les scientifiques : que cherchent-ils exactement ? Qu'est-ce qui les fait agir et penser ainsi, qui peut être partiel et partial ? De quoi, de quelles ressources dépendent leurs travaux ? Cette intelligence publique des sciences consiste aussi à situer ces sciences, en particulier par rapport aux acteurs et aux autres savoirs sans lesquels certains types de problèmes ne peuvent pas être traités. L'affaire des OGM, par exemple, a fait avancer une interrogation publique de la science car on a vu que l'expérience et les savoirs développés par les agriculteurs, d'abord jugés ignorants, ont fait bafouiller les experts : ils ne pouvaient pas répondre aux questions qui leur étaient posées et qui concernaient les conséquences d'une large diffusion des OGM. La connaissance des OGM en laboratoire ne suffisait pas, ce qui impactait les modalités de leur diffusion et de leur légitimité ! L'intelligence publique des sciences, c'est donc aussi la possibilité d'avoir recours à d'autres types d'intelligence afin d'éviter que la science ne propose des solutions « objectives » aveugles à leurs conséquences. C'est ainsi que certains scientifiques cherchent à pratiquer leur activité autrement, en réalisant notamment que la science moderne est totalement inadéquate face aux bouleversements écologiques.

**L. M. F.** Quels dispositifs peut-on alors développer pour accueillir cette pluralité de besoins, de désirs, de savoirs, d'expériences ?

**I. S.** Il faut être réaliste. En ce qui concerne ceux qui ne désertent pas d'eux-mêmes la science telle qu'elle est pratiquée classiquement, on ne modifiera pas leurs habitudes avec des grands discours. En revanche, les scientifiques sont prêts à beaucoup de choses dès que l'évaluation de leur travail (par le financement de leur recherche) est en jeu. Donc l'évolution des pratiques scientifiques passe par des choix politiques. Dès qu'une proposition scientifique prétend intervenir dans des situations d'intérêt commun, il faudrait que le projet soit évalué par tous ceux qui sont concernés. Les scientifiques seraient forcés, si l'évaluation est déterminante, d'élargir leur imagination, leurs hypothèses de travail et leurs modes de recherches. En amont, les jeunes scientifiques aussi devraient être formés autrement, travailler à une culture de l'imagination et apprendre à connaître les méfaits de la science, savoir qu'on ne peut pas dire « on n'avait pas voulu cela » si on n'avait jamais considéré cela comme une vraie possibilité. Apprendre à se sentir responsables de tout ce qu'on a négligé. Les scientifiques doivent se déshabituer de leur prétention à savoir mieux pour reconnaître qu'il y a des questions sur lesquelles ils ont besoin des citoyens et d'autres types de savoirs.

**L. M. F.** Si les citoyens peuvent apporter leurs propres savoirs à la science, comment peuvent-ils aussi faire appel à la science pour trouver avec elle des solutions non technicistes au problème existentiel ?

**I. S.** Une science qui entreprend de répondre ainsi aux problèmes existentiels que nous partageons peut être appelée « science terrestre », comme le fait Bruno Latour. L'objectivité prônée par la science moderne n'est pas terrestre, elle, car les rapports entre vivants terrestres sont actifs, dynamiques, intéressés, risqués, et non soumis aux lois reproductibles qu'elle privilégie. La question est donc : comment faire pour que des « sciences terrestres » contribuent à nos problèmes sans les simplifier ? C'est ce que permettent des sciences qui se chargent d'améliorer les instruments de détection en mettant en évidence ce qu'il y a de problématique dans une situation, ou bien même, le simple fait qu'il y a un problème à étudier. Tous les animaux ont une capacité de détection. De manière générale, les sciences peuvent nous permettre de mieux poser les problèmes si elles contribuent à les complexifier, c'est-à-dire à nous faire prendre au sérieux la complexité des situations elles-mêmes qui impliquent une multiplicité de rapports.

**L. M. F.** L'objectivité scientifique a aussi prétendu fonder une certaine union sociale. Est-ce que la complexification des problèmes et des pratiques scientifiques permettrait, tout en renonçant à cette objectivité problématique, un nouveau type d'union sociale et politique ?

**I. S.** Pour le moment, le délitement socio-politique est devenu effectif parce que les gens profitent d'autres sources d'informations, pour le meilleur comme pour le pire. Avant, l'arbitrage par l'objectivité contrebalançait les oppositions politiques : la science était au-dessus de la gauche et de la droite. Mais attention, mettre la science en politique ne veut pas dire politiser la science, ce qui signifierait que les scientifiques se jugeraient légitimes de cacher certains aspects de ce qu'ils savent au nom de leur cause politique. Au contraire, mettre la science en politique demande un rétablissement de la confiance qu'une science correctement faite peut ►

► susciter. Mais il faut que les scientifiques gagnent cette confiance. Aujourd'hui, il y a trop de choses que les scientifiques ne disent pas pour qu'on leur fasse confiance, lorsqu'ils présentent les batteries au lithium comme une solution de sortie du pétrole par exemple. La question que l'on doit tous et toutes se poser, afin de lutter ensemble contre une économie qui entend modifier les âmes et non seulement les comportements, est d'abord « qu'est-ce que ce monde nous a fait depuis qu'elle s'est arrogée tous les pouvoirs ? ». C'est ensuite la question « Par où y a-t-il de l'espoir ? » car l'espoir est nécessaire ! Ou encore, « À quelles conditions puis-je avancer, sans naïveté, ni refuge dans la spiritualité ? ». Je ne dis pas que la spiritualité n'a aucun sens. Tous les métiers qui demandent à être bien faits traduisent une forme de spiritualité. Le néolibéralisme s'attaque à les détruire en imposant ses propres critères du bien et du mal faits — des critères qui doivent être flexibles selon lui ; ce qui met justement fin à toute possibilité d'espérer. Mais, ce que je veux dire, c'est que la solution ne se trouve pas dans une « spiritualité refuge », de même que parler de « non-savoirs » est toujours relatif et ne renvoie pas à de l'ineffable, ou à un mystère inconnaissable. Il s'agit plutôt d'inviter d'autres savoirs, de chercher d'autres types d'intelligence dont nous avons besoin pour répondre à nos problèmes. Les savoirs paysans sont des non-savoirs pour les scientifiques. L'anglais utilise le terme « *reclaim* » qui signifie à la fois « lutter » et « guérir ». Il s'agit bien de guérir de ce qu'on nous a fait, quand on nous a privés de ces savoirs notamment, et de se les réapproprier. L'enjeu est bien de créer des zones de rencontre entre des savoirs disparates — des savoirs scientifiques, pratiques, politiques — pour créer des liens de types nouveaux. Car le semblable est déjà en relation, mais une relation inerte. Alors qu'une relation qui transforme suppose de l'hétérogène.

#### L. M. F. Mais pour qu'il y ait rencontre ne faut-il pas du commun ?

I. S. Le terrain de la rencontre, c'est le commun ! Mais le commun est toujours situé, il dépend d'une situation et d'intérêts situés. Et, chaque situation est enchevêtrée à d'autres situations. C'est ce qui rend les problèmes et leurs solutions extrêmement complexes, et qui explique la question fondamentale que pose Bruno Latour : « combien sommes-nous ? », au sens de « Qui est là ? Combien de protagonistes hétérogènes sont présents et indispensables pour bien s'adresser à cette situation ? » Le fait même de poser cette question est transformateur ! Commun ne signifie pas « tout le monde ». Face à une situation, je peux sentir que je n'ai rien à apporter ni à protéger. Ce que je peux demander en revanche, ce que tout le monde peut demander, c'est de pouvoir faire confiance dans la manière dont une telle situation va être traitée, et de pouvoir comprendre comment elle l'a été. C'est une culture politique commune qui, ici, est nécessaire, une culture de récits et d'apprentissages, surtout pas des négociations en lieu clos d'où sortent des décisions indéchiffrables. Le philosophe belge Jacques Taminiaux explique ainsi pourquoi c'était un devoir civique pour les citoyens d'Athènes d'assister aux tragédies. Il s'agissait que les citoyens apprennent à sentir ce que la cité doit absolument éviter : une confrontation non négociable entre deux protagonistes dévorés par des nécessités antagonistes, inconciliables. Cette leçon civique vient du chœur tragique qui déplore cette confrontation anti-politique, déchirant la cité. De même ici, le public doit pouvoir partager ce qui se passe dans les lieux de rencontre, toujours situés, autour d'un problème, où le sens de la situation peut devenir commun car aucun des savoirs qui sont là ne prétend détenir la vérité. Ils sont tous définis par des non-savoirs et ont tous besoin des autres pour se mettre à la hauteur de la situation. C'est cela qui définit la rationalité, une

rationalité située, qui ne définit pas qui a raison mais ce que la situation demande.

#### L. M. F. Les diverses formes de désobéissances civiles donnent à voir le sabotage comme une manière de désarmer l'adversaire... Ce type d'action peut-il être utile face à la science moderne et ses méfaits ? Plus largement, quel rôle peut jouer une certaine conflictualité dans l'évolution de la science et de ses pratiques ?

I. S. Le problème, c'est que la science moderne s'auto-sabote en un sens, perdant sa fiabilité. En effet, par sa logique de développement fondée sur l'innovation et la compétition, aucun scientifique n'a intérêt à mettre en question le travail des autres. Il y a donc un front des scientifiques pour trouver des financements, séduire le privé, développer leurs recherches à tout prix ! Mais personne n'a intérêt à ce type de sabotage de la science par elle-même. Quand on sabote des industries qui bétonnent par exemple ou des méga-bassines, on s'en prend à quelque chose dont on n'attend rien sinon que cela disparaisse. Alors qu'on attend encore quelque chose de la science : surtout pas qu'elle définisse une situation ou nous dise ce qu'il faut faire mais qu'elle détecte ce qu'il s'agit de prendre en compte, ce à quoi il faut faire attention. Ce que l'on peut peut-être saboter en revanche, ce sont les définitions objectives que chaque science prétend donner, et par lesquelles chacune croit détenir à elle seule la vérité. Les artistes pourraient tourner en dérision ce fétichisme scientifique autour de la bonne définition, faire bafouiller les scientifiques et mettre en évidence la nécessité de ne pas se fier à eux. Ce type d'action a une certaine violence, symbolique ici, et tout l'enjeu du saboteur est de faire un usage de la violence qui détruit les prétentions scientifiques, mais révèle un sens, indique une autre voie, qu'ils pourraient être capables de prendre.

#### L. M. F. Réanimer la passion scientifique dont vous parlez par ailleurs pourrait-il être un moyen utile complémentaire ?

I. S. Oui certainement, pour les amener à voir que leurs ennemis ne sont pas ceux qui les critiquent mais le néo-libéralisme qui les asservit. En réalité, beaucoup de scientifiques regrettent le temps où on les respectait, où leur passion était légitime, où on les finançait pour développer un savoir fiable. Il faudrait trouver un moyen de réanimer cette passion ailleurs que dans le regret du respect de la science classique. Elle pourrait l'être par la recherche du problème bien posé, dont découlent les bonnes questions. Le scientifique est passionné lorsqu'il cherche la bonne manière de poser un problème. Seulement, on a vu qu'il y a des situations où il est très difficile de bien poser le problème. Les sciences expérimentales peuvent le faire parce que ce qu'elles étudient se laisse purifier au laboratoire. Mais elles ne sont pas un modèle, plutôt une exception. En général, et en particulier, lorsqu'il s'agit de situations d'intérêt commun, purifier, c'est mutiler, négliger ce qui empêcherait une « définition objective ». Il faut donc que les sciences « terrestres » n'essaient pas de ressembler à celles du laboratoire, ce qu'elles font lorsqu'elles confondent problème bien posé et définition objective. Il faudrait que chaque science cherche plutôt, à sa manière, comment elle peut apprendre avec ce qu'elle étudie. C'est pour cela que beaucoup de sociologues parlent aujourd'hui d'« enquête » et vont séjourner dans des lieux concrets, cherchent à créer des relations avec les protagonistes de ces lieux, apprennent d'eux ce qui compte pour eux. Leur question devient : que peut une situation ? Et, par quoi a-t-il fallu passer pour qu'elle existe telle qu'elle est ? Il s'agit alors d'écouter ceux à qui on s'adresse là où ils ont réussi à créer une certaine force, une capacité de penser et agir avec et grâce aux autres ●



Les prétentions hégémoniques du récit de l'effondrement ne suffisent pas à épuiser le monde et à en détenir la vérité dernière.

– La collapsologie est devenu un monstre médiatique qui nous a échappé !

La catastrophe n'a de sens qu'à être conjurable, saisie dans un récit où l'on puisse lui trouver des prises, qui ne soit pas clos sur lui-même et dépourvu d'aspérités. Faute de quoi, on perd les pédales, on glisse, on dérape, on patine en essayant désespérément de remonter le long de la courbe de toutes ces asymptotes, qui sont le motif de l'anthropocène. La conséquence pratique, c'est un sentiment d'accablement tenace qui conduit tout droit, à l'avenant, au cynisme, au nihilisme ou à l'aquoibonisme [...]

François Thoreau & Benedikte Zitouni, *Ibid.*  
 Pablo Servigne, dans l'émission *Arrêt sur Images* du 11 septembre 2020  
<https://www.arretsurimages.net/emissions/arret-sur-images/effondrement-le-pire-est-un-possible>

# « LES ÉMOTIONS DÉSIGNENT CE QUI NOUS MET IMMÉDIATEMENT EN MOUVEMENT »

MARION BLANCHER

**COLÈRE, DÉSESPOIR, PEUR, INDIGNATION... MAIS AUSSI, ÉMERVEILLEMENT, JOIE, AMITIÉ... NOS PRISES DE CONSCIENCES POLITIQUES, ÉCOLOGIQUES, COMME NOS LUTTES ET NOS ENGAGEMENTS, SONT MOTIVÉS PAR DE MULTIPLES ÉMOTIONS. PEUVENT-ELLES ÊTRE DES INDICATEURS ET DES CATALYSEURS UTILES ? QUE FAIRE DES ÉMOTIONS QUI, AU CONTRAIRE, NOUS PARALYSENT OU NOUS DIVISENT ? CE SONT CES QUESTIONS QUE MARION BLANCHER, DOCTEURE AGRÉGÉE EN PHILOSOPHIE, ENSEIGNANTE, NOUS PROPOSE D'ABORDER EN VUE D'UNE POSSIBLE ÉTHIQUE ET POLITIQUE DES ÉMOTIONS.**

**La Maison forte** Vous avez assisté, Marion, aux premiers ateliers populaires de cette série et, lors des discussions qui y ont eu lieu, vous avez pu observer la manifestation de différentes émotions. Quelles étaient-elles ?

**Marion Blancher** J'ai en effet observé un kaléidoscope d'émotions : la colère et l'indignation, la joie et le désir de vivre mieux, plus libre et plus heureux, le désespoir face à un sentiment d'impuissance, ou au contraire l'espoir lié à une action possible.

**L. M. F.** Pensez-vous que ces émotions puissent jouer sur nos capacités d'action ?

**M. B.** Oui, assurément ! Quoiqu'il en soit cette dimension sensible, affective de notre vie ne peut pas être niée : les émotions sont immédiatement liées à tout ce que nous vivons et percevons, et elles jouent réciproquement sur notre manière de comprendre le monde qui nous entoure comme sur notre manière d'agir, ou de réagir à ce que nous vivons. Étymologiquement, « émotion » vient de l'ancien français « esmouvoir » ; elle est donc directement liée à l'idée d'un mouvement. Les

émotions désignent ce qui nous met immédiatement en mouvement, sans que l'on soit nécessairement acteur-riche de cette dynamique. On trouve une même idée dans le terme d'« affect », suscité par une cause extérieure qui effectivement, nous affecte ; ou de « passion », qui provient du latin « patior », ce que je subis. Voilà qui suggère que l'on puisse être mu-e par nos émotions, voire que l'on puisse être submergé-e par celles-ci.

**L. M. F.** Le lien que vous soulignez entre sentir et comprendre, et entre émotions et action, a pourtant été évacué de la réflexion politique : aujourd'hui, il semble peu recommandé d'avoir une action politique guidée par l'émotion. Pourquoi ?

**M. B.** Un dualisme a été construit entre l'émotion et la raison, et entre le corps, traversé de ces émotions, et l'esprit. Être guidé-e par ses émotions, cela semble irrationnel. Le développement de la science a contribué à bannir encore les émotions des questions morales et des questions démocratiques, parce qu'elles seraient contraires à la raison. Mais déjà avant cela, et dès le Moyen-Âge, les émotions ont un sens plutôt péjoratif : on va appliquer ce terme au corps social, pour qualifier des mouvements sociaux qui introduisent du trouble, du désordre dans la société. C'est seulement plus tard, avec Descartes notamment, que les émotions vont prendre un autre sens et se restreindre au corps individuel, dans une dimension donc plus privée et affective, mais toujours suspecte.

**L. M. F.** Quelles sont selon vous les conséquences politiques de ce clivage entre émotion et raison ?

**M. B.** Je crois que ce bannissement des émotions a des conséquences dramatiques sur nos manières d'organiser nos gouvernements, en donnant lieu à des politiques utopistes où l'on tient les individus pour des agents rationnels capables

de choix stratégiques et pleinement dénués d'émotions, ou à des politiques autoritaires qui discréditent les passions et imposent des lois pour les canaliser. Du côté des protestataires, les conséquences sont également lourdes puisqu'ils vont chercher à justifier les mouvements sociaux par la seule rationalité et construire des stratégies de défense intellectuelle qui, elles aussi, rejettent les émotions. Ils en méconnaissent les effets potentiellement destructeurs mais se privent surtout de la force motrice des émotions.

**L. M. F.** À vous entendre, on a le sentiment qu'il faudrait réintroduire les émotions en politique. Mais comment les reprendre en considération ? Et pour en faire quoi ?

**M. B.** Mon hypothèse est que les émotions permettent de faire corps, et ce dans un double sens. D'abord, elles permettent de constituer des corps individuels plus libres et plus conscients, lorsque ces émotions sont connues et vécues de manière active. Le corps n'est plus alors ce dont on craint le débordement, mais il devient un lieu d'appréciation du réel, capable d'acquiescer différentes manières d'agir. Ensuite, je crois que les émotions peuvent permettre de reconstituer le corps social en fédérant les individus affectés semblablement. Dans cette perspective, il s'agit, comme le fait notamment Spinoza, de réviser le dualisme entre corps et esprit pour montrer que la raison elle-même va avec un certain type d'émotions. Il faut faire preuve d'un réalisme politique et éthique qui accepte pleinement le fait que les passions déterminent toujours nos comportements et qui cherche l'usage émancipateur que l'on peut faire des émotions.

**L. M. F.** Mais la peur ou la colère que chacun-e peut ressentir, individuellement, face à la catastrophe écologique, n'est-ce pas un obstacle à la mobilisation ?

**M. B.** Rappelons d'abord que la peur, face à ces bouleversements, peut devenir vertueuse. C'est par exemple ce que soutient Hans Jonas, pour qui la peur révèle ce à quoi nous tenons véritablement, et peut donc nous dicter des principes éthiques allant dans le sens d'une meilleure prise en charge des questions environnementales. Ensuite, il me semble que ces affects tristes ne posent problème et ne diminuent notre puissance d'agir que lorsque ceux-ci sont isolés et passagers. Isolés parce vécus individuellement, passagers parce que nos émotions évoluent — on a rarement peur en continu de l'avenir. Dès lors, des gouvernements ou groupes d'intérêts mal intentionnés peuvent profiter de ces dispositions affectives en jouant sur une alternance entre peur et plaisir, dans une logique assez proche de celle des comportements addictifs. C'est le principe « du pain et des jeux », qui, articulé à la crainte de la répression, renforce une servitude diffuse et en quelque sorte volontaire. Les États autoritaires travaillent de la sorte à dissoudre le corps social, pour en faire une entité fracturée où les émotions ne se vivent pas collectivement. Les citoyens isolés ne partagent pas leur colère et ne se révoltent donc pas. Mais ici, deux types de peur, plus ou moins passagère, se superposent : celle ressentie face à l'avenir et celle suscitée par l'autoritarisme.

**L. M. F.** Si les affects tristes démobilisent lorsqu'ils sont vécus de façon solitaire, qu'en est-il quand ils sont partagés ?

**M. B.** Ils peuvent en effet être facteurs d'une mobilisation commune. Mais il faut peut-être aussi considérer d'autres affects tristes comme le dégoût ou l'indignation qui sont immédiatement force de résistance ou de changement, comme le montre Spinoza de nouveau. Le dégoût est intéressant car il survient au moment où un seuil est franchi : on ne supporte plus une situation, qui pouvait pourtant susciter du plaisir dans un premier temps. De même, l'engagement écologiste peut avoir lieu quand on fait l'expérience d'une saturation face à la société de consommation, dans laquelle on trouvait une certaine satisfaction et qui nous semble à présent intenable ; ou encore quand on ne supporte plus une organisation politique, qui assurait d'abord une certaine sécurité. Le passage de la satisfaction à l'aversion oblige à agir de façon libératrice, en modifiant ce qui structure nos vies communes. Dans le cas de l'indignation, nous ressentons de l'aversion pour celui qui fait souffrir notre semblable. Autrefois, il existait un « cri de justice » par lequel le peuple manifestait immédiatement son indignation face à une injustice vécue ou observée. L'émotion ressentie collectivement était aussi entendue publiquement, et prenait tout de suite une dimension politique. Il faudrait peut-être se réapproprier et réinventer ce cri de justice...

**L. M. F.** D'ailleurs, l'indignation face à la souffrance peut lier les individus entre eux, puisque l'aversion et la résistance partagées contre ce qui nous fait souffrir nous permet de découvrir des intérêts communs. Cela peut conduire en effet à une lutte commune. Mais n'y a-t-il pas un risque de perdre de vue la liberté des individus et leur capacité de réflexion ?

**M. B.** Bien sûr, la foule peut être aussi destructrice quand elle est menée par ces émotions collectives. Il est donc important de penser les liens interindividuels dans ces logiques affectives. Et pour constituer des communautés fondées sur des affects partagés et réellement émancipatrices, collectivement et individuellement, il est important de revaloriser les liens d'amitié. En effet, ceux-ci se fondent selon moi sur un désir commun de justice et de liberté. Ainsi, il est possible de devenir ami avec une personne en qui l'on croit reconnaître un désir de justice qui fait écho à celui que l'on alimente en soi-même. Mais c'est en partageant un même désir de liberté que l'on passe à l'action et que, progressivement, on découvre à partir de cet engagement le sens que l'on donne à ces valeurs ●



# HYBRIDATIONS

CLÉMENT PHILIPPE

L'ESSENTIEL DU TRAVAIL DE CLÉMENT PHILIPPE PORTE SUR LE DEGRÉ DE CHAOS D'UN SYSTÈME (ENTROPIE). DANS LA COURSE TECHNOLOGIQUE EFFRÉNÉE QUE CONNAÎT NOTRE ÉPOQUE, QUANTITÉ DE « DÉRAILLEMENTS » INTERVIENNENT ; CEUX-CI DÉGAGENT DES ESPACES ARTISTIQUES FERTILES QUE L'ARTISTE DONNE À PENSER ET À RESSENTIR – PARFOIS AVEC HUMOUR ET DÉRISION – TOUT EN MÉNAGEANT UN DIALOGUE RIGOREUX AVEC LES MONDES SCIENTIFIQUES. CLÉMENT PHILIPPE PRÉSENTAIT, À LA MAISON FORTE, L'EXPOSITION *LAISSER COULER*, DU 7 JUILLET AU 12 OCTOBRE 2023. UN PARCOURS DANS L'ŒUVRE ET LES PIÈCES DU PLASTICIEN, EN INTÉRIEUR ET EN EXTÉRIEUR, ASSOCIANT DES ŒUVRES RÉCENTES OU PLUS ANCIENNES, ET LES SCULPTURES *HYDROSCAPE* CRÉÉES EN RÉSIDENCE.

Clément Philippe arpente les territoires abusés par l'industrialisation avec une volonté farouche d'en découdre. Pour son dispositif *Sec.Confinement*, l'artiste organise toute une chorégraphie de sauvetage au bleu de Prusse sur des sites irradiés par l'extraction d'uranium ; ou encore, d'énigmatiques tableaux blancs laissent progressivement apparaître un dessin à la rouille (cheminées de centrale nucléaires, paysages post industriels). L'artiste interroge

également le rapport de l'homme à l'outil, éclairant avec une naïveté amusée le mythe prométhéen tout en proposant une alternative de dialogue nature/culture. Ces questionnements le poussent à explorer des techniques variées (gravure, sculpture, installation, photographie), des formes hybrides artificielles/naturelles et des matériaux laissés en évolution comme l'oxydation et la cristallisation. Pour l'accompagner dans ses travaux, Clément Philippe recherche le dialogue avec les chercheurs (géologues, chimistes, sociologues, historiens...) et s'attache à expérimenter les matériaux de manière empirique. Il propose une éthique de la métamorphose comme un geste de refus, d'opposition, de « sabotage mou » qui précipite des phénomènes naturels de

transformation, sédimentation, dont la force poétique réinvente un monde complexe d'interrelations entre les êtres vivants, le minéral et le végétal. Pour sa résidence à La Maison forte, il confiait à l'eau cette dimension, en créant des sculptures-installations, les *Hydroscares*. Il choisit la source, symbole d'une richesse précieuse – à l'origine du site du château de Monbalen – pour donner à penser et à expérimenter la force et la plasticité de cette matière vivante, le plus souvent invisibilisée, banalisée, surconsommée, déjà objet de nombreux conflits et, un jour sans doute, rationnée... Ainsi Clément Philippe rappelle, à sa manière, l'impermanence, la rareté et la beauté du vivant en hybridant des dynamiques culturelles, plastiques et techniques ●

« À mesure de mes recherches, à la fois formelles et conceptuelles, l'eau est devenue un élément essentiel car elle est à la fois un vecteur, un moteur, un produit intermédiaire, étroitement liée à mes intérêts plastiques. L'eau est un élément essentiel dans la formation des roches, des paysages ; sa gestion et son utilisation est également une problématique centrale dans mon exploration des effets de la révolution industrielle et du rapport que l'humain entretient à l'outil et à son environnement proche. »

Extrait d'un entretien par Gwendoline Corthier-Hardoin, Critique d'art, membre de l'AICA-France. À retrouver sur <http://la-maison-forte.com>



© Ariane Lecadiou



© Pauline Rosen-Cros

# « L'ÉCOLOGIE PEUT ÊTRE INSTRUMENTALISÉE POUR JUSTIFIER DES POLITIQUES SACRIFICIELLES »

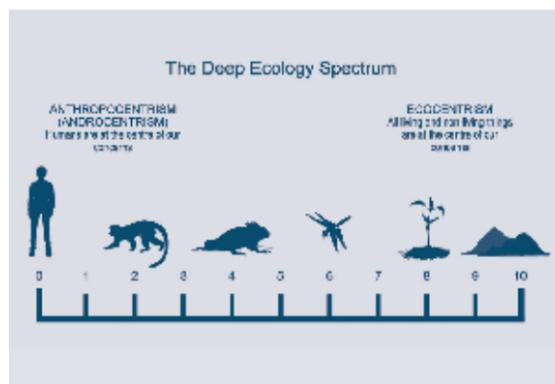
PIERRE MADELIN

**ALORS QUE L'ON SEMBLE ASSISTER À UNE RELATIVE ÉCOLOGISATION DES REPRÉSENTATIONS POLITIQUES, UNE IDÉE ÉMERGE : L'ÉCOLOGIE, PARCE QU'ELLE CONSTITUE UN DÉFI CRUCIAL POUR NOS DÉMOCRATIES, DEVRAIT ÊTRE TRANSPARTISANE, DÉPASSANT LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES. CETTE DÉPOLITISATION OUVRE ALORS LA VOIE À DIVERSES RÉAPPROPRIATIONS DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES. L'EXTRÊME DROITE, POUR NE CITER QU'ELLE, S'EMPARA DE CES ENJEUX POUR EN LIVRER UNE LECTURE SINGULIÈRE. COMMENT COMPRENDRE CE PHÉNOMÈNE ? ENTRETIEN AVEC PIERRE MADELIN, TRADUCTEUR, ESSAYISTE, SPÉCIALISÉ DANS LES HUMANITÉS ENVIRONNEMENTALES ET AUTEUR DE LA TENTATION ÉCOFASCISTE, ÉCOLOGIE ET EXTRÊME-DROITE, ÉCOSOCIÉTÉS, 2023.**

**La Maison forte** Vous avez récemment publié un ouvrage s'intitulant *La tentation écofasciste*. Ce terme, « écofascisme », soulève de lourds débats et semble pouvoir être compris de différentes façons. Comment a-t-on, dans l'histoire, utilisé cette notion ?

**Pierre Madelin** On distingue au moins trois significations distinctes du mot « écofasciste ». D'abord, il est utilisé dans un sens diffamatoire, pour discréditer les mouvements écologistes anticapitalistes, en suggérant qu'ils seraient intrinsèquement destinés à dériver vers une forme de conservatisme et vers une action violente. C'est ce que défend par exemple Luc Ferry, dans *Le Nouvel Ordre écologique*, dans les années 90. Ce n'est bien sûr pas cette définition que j'ai en tête pour mon travail, puisque celle-ci caricature et gomme la diversité des mouvements écologistes. Ensuite, il faut souligner une deuxième utilisation du terme, dès les années 1970, par des théoriciens de l'écologie politique tels qu'André Gorz ou Bernard Charbonneau. Ceux-ci s'inquiètent de voir des élites politiques et économiques récupérer les questions écologiques dans une perspective technocratique. Les États

pourraient alors, selon eux, être tentés de gérer les ressources, les territoires et les populations de manière de plus en plus autoritaire. Mais l'on remarque chez ces auteurs une ambiguïté lexicale : Gorz, par exemple, alterne entre l'emploi du mot « écofascisme » et celui d'« éco-autoritarisme ». Selon moi, il s'agit finalement davantage, chez ces auteurs, de dénoncer un potentiel éco-autoritarisme, puisqu'il ne fait pas explicitement référence au fascisme en tant qu'idéologie raciste d'extrême droite. Enfin, il existe une troisième définition de la notion, notamment utilisée dans le monde anglo-saxon et en lien avec la *deep ecology*, l'écologie profonde. Cette écologie, caractérisée par sa critique de l'anthropocentrisme, développe une philosophie écocentrée selon laquelle il s'agit de valoriser des ensembles (la biosphère, les écosystèmes...), dans une perspective holistique. Or, cette écologie peut être instrumentalisée pour justifier des politiques sacrificielles. C'est-à-dire qu'au nom de l'intérêt supérieur d'un écosystème, ou de la planète, l'on s'en prend spécifiquement à une entité, une espèce ou une catégorie sociale. Par exemple, en désignant des populations surnuméraires qui perturbent différents équilibres. Ici, on est sur un usage du concept dénué d'historicité, sans lien direct avec le fascisme historique.



**L. M. F.** Et vous, quelle définition de l'écofascisme adoptez-vous ?

**P. M.** Je construis ma propre définition de l'écofascisme à partir des deux derniers usages du terme que j'ai évoqués plus haut. Je garde de ces définitions la réflexion sur l'autoritarisme et l'aspect sacrificiel de l'écofascisme, tout en interrogeant sa dimension identitaire et raciste. En effet, si un État envisage de sacrifier certains êtres humains au nom d'intérêts prétendument supérieurs, cette logique doit affecter des populations déjà stigmatisées, selon des catégories sociales et raciales déjà existantes : les personnes migrantes et racisées. Je crois qu'il est très important, pour les écologistes eux-mêmes, de travailler à bien définir ce terme d'« écofasciste », et d'ailleurs plus largement de « fasciste », pour ne pas en avoir des usages trop rapides et un peu fantaisistes.

**L. M. F.** Est-ce que, très concrètement, il existe aujourd'hui des courants politiques ou mouvements de pensée qui répondent à cette définition ?

**P. M.** Il faut se souvenir de l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande, ou encore de celui du Texas contre un supermarché fréquenté par des latino-américains, en 2019. Les auteurs de ces attentats ont bel et bien écrit un manifeste suprémaciste blanc, se réclamant de l'écofascisme et d'un holisme sacrificiel. En France, s'il n'y a pas eu de tel massacre, il y a bien des idéologues qui, depuis les années 80, associent préoccupations écologiques et pensées identitaires.



© Sanka Vidanagama - AFP

**L. M. F.** Comment se joue cette articulation entre questions environnementales et identitaires dans le cas français ?

**P. M.** Pour le comprendre, il faut évoquer la figure d'Alain de Benoist, penseur de la Nouvelle Droite, un courant de pensée politique d'extrême droite qui apparaît à la fin des années 60. Au début plutôt technophile, hostile à l'écologie et élogieux de la puissance industrielle, sa pensée opère un tournant progressif dans les années 70. Il épouse une forme de racisme ethno-différentialiste : c'est-à-dire qu'il ne s'agit plus d'affirmer une supériorité blanche fondée sur une approche biologique des races, mais de déplacer le débat sur le terrain de la culture et des différences culturelles. On va craindre, pour le dire rapidement, que l'immigration entraîne la perte d'une identité culturelle occidentale, et il s'agit donc de s'ériger contre les pensées prônant une commune humanité, au-delà

de toutes frontières. Il se joue d'ailleurs ici une critique du christianisme, considéré comme la première de ces idéologies universalistes. Or, cette remise en cause du christianisme conduit progressivement aux questions environnementales, puisque des extraits de la Genèse vont être identifiés comme étant à l'origine de l'anthropocentrisme.

**L. M. F.** Cela signifie donc que la critique de l'universalisme et celle de l'anthropocentrisme s'articulent dans cette pensée écofasciste : en gros, pour protéger la biodiversité et l'environnement, il faut protéger une diversité culturelle en assignant chaque culture à un territoire précis, et chacun doit rester à sa place...

**P. M.** Voilà. Dès lors, les personnes migrantes sont accusées de perpétrer cet universalisme qui se manifesterait dans sa forme ultime avec le capitalisme. La circulation des flux de matières premières et d'énergie, qui ont un fort impact environnemental, sont mis en parallèle avec les flux migratoires. Les personnes qui migrent participeraient de la même manière à la crise écologique, par leurs modes de vie, ou à travers le surpeuplement. C'est une idée que l'on retrouve dans le fantasme d'un « grand remplacement », tel que le théorise Renaud Camus.

**L. M. F.** Quels sont les effets de ce courant de pensée écofasciste sur l'offre politique française actuelle ?

**P. M.** La Nouvelle Droite s'est concentrée sur la construction intellectuelle, théorique, du lien entre écologie et idéologie identitaire. Leur stratégie était métapolitique : le but n'était pas d'entrer dans la course électorale, mais plutôt d'imprégner le débat public pour gagner sur le champ des idées, et remporter une bataille culturelle. Aujourd'hui, le Rassemblement National, reprend certaines idées forgées par la Nouvelle Droite, alors même que leurs liens n'ont historiquement pas toujours été très bons. Le RN reprend ainsi cette idée d'une incommensurabilité des cultures, et s'intéresse au localisme pour développer un nationalisme « vert ». On peut aussi évoquer le parti des Localistes, créé en 2021 par Hervé Juvin et André Kotarac, anciens militants du RN et en partie héritiers de la Nouvelle Droite.

**L. M. F.** On a le sentiment que la pensée écologique de l'extrême droite, finalement, est plus complexe qu'une seule entreprise de récupération motivée par des fins électoralistes...

**P. M.** Il y a bien, à l'extrême droite, une préoccupation assez sincère pour les questions environnementales, comme on observe aussi une forme de *greenwashing* nationaliste pour répondre aux évolutions sociales et aux préoccupations des populations françaises, et notamment au pouvoir que pourraient prendre les Verts peu à peu. Mais l'exemple de la Nouvelle Droite montre en tout cas que la prise en charge des questions environnementales par une extrême droite raciste peut faire l'objet d'une véritable élaboration intellectuelle et idéologique. Face à cela, il ne faut pas renoncer aux idées écologistes, par exemple relatives aux limites de la mondialisation, et conserver une boussole anti-raciste. Il s'agit de préserver les conditions d'habitabilité de la Terre, et d'articuler cette préoccupation à une ambition émancipatrice pour toutes et tous ●

# LES RÉSISTANTES



© Sébastien Mabile - Twitter

**DU 3 AU 6 AOÛT 2023, SUR LE PLATEAU DU LARZAC, AVAIT LIEU LA PREMIÈRE ÉDITION DES « RÉSISTANTES – RENCONTRES DES LUTTES LOCALES ET GLOBALES ». PLUS DE 570 LUTTES LOCALES IDENTIFIÉES PAR LE MÉDIA REPORTERRE PRÉCIPITAIENT LE RASSEMBLEMENT D'UN VASTE MOUVEMENT QUI GRANDIT À TRAVERS LA FRANCE ET DEMANDE À ÊTRE ENTENDU. APRÈS UNE ANNÉE PARTICULIÈREMENT AGITÉE (RÉFORME DES RETRAITES, MÉGABASSINES, DISSOLUTION DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE, CONVOI DE L'EAU...), LES RENCONTRES SOUHAITAIENT NOUER UN DIALOGUE FÉCOND EN APPELANT À LA CONVERGENCE DES LUTTES, DES IDÉES, DES PERSONNES, DES COLLECTIFS. DEUX JEUNES COMPAGNONS DE LA MAISON FORTE ONT SUIVI DE PRÈS CETTE ACTUALITÉ ET PARTICIPAIENT AUX RÉSISTANTES. REGARDS ET PAROLES CROISÉS.**

*Antonin pour Milieux*

La première rencontre à laquelle j'assiste en arrivant aux Résistantes est intitulée « Diversité ou divergence des tactiques, quelles alliances peut-on construire ? ». Trois intervenant-e-s : le premier nous raconte la lutte dans le Larzac des années 1970 et la volonté d'être le plus populaire possible, la seconde partage son regard sur les stratégies passées ou à venir des Soulèvements de la Terre, et une dernière offre un éclairage sur l'engagement de la philosophe et militante Françoise d'Eaubonne qui, entre autres, posa quelques bombes pour freiner un projet d'infrastructure nucléaire à Fessenheim. Les débats sont passionnants, et pourtant on sent qu'une partie du public s'agite. Plusieurs, sous un chapiteau bien rempli, s'impatientent. Pour certain-e-s, une partie du témoignage du camarade du Larzac ne passe pas : il aurait renvoyé dos à dos la violence d'État et l'auto-défense militante. Deux gaillards aux voix qui portent et aux yeux qui lancent des éclairs, prennent alors la parole pour condamner fermement cette trahison. On est à la limite de l'agressivité. Merde, premier

jour et nous voici déjà emprêtré-e-s dans l'opposition « violence ou non-violence » ? Tant d'attentes pour finalement assister, pendant quatre jours, à un match de gauchistes aux positions irréconciliables ?

Heureusement, non. Parce que c'est justement ce que sont venu-e-s déconstruire des milliers de militant-e-s — 7000 tout de même. Les oppositions surjouées, la rudesse par défaut, l'envie d'avoir toujours plus raison que les autres, autant de postures qui seront habilement anticipées et désamorcées. Mieux : les formes d'expressions virilistes visant la domination de l'espace de parole n'ont pas leur place dans nos échanges. Sans nier les questions et les tensions pouvant exister autour des sujets traités, une attention extrêmement forte est mise à la distribution de la parole et à la possibilité du dialogue. Résultat : des éleveur-euse-s peuvent dialoguer avec des militant-e-s anti-spécistes, des personnes œuvrant auprès des institutions et de la justice peuvent dialoguer avec des personnes prônant des formes d'actions plus directes, des représentant-e-s d'unions syndicales communiquent avec des militant-e-s écologistes de terrain. Cerise sur la

botte de paille : on peut même parler de la violence de la communication non-violente. Il faut bien sûr dire que les apports du féminisme font un bien fou. La déconstruction des postures patriarcales, l'attention aux enjeux de domination, la prévention de toute forme d'agression dans les espaces partagés offrent un cadre véritablement propice au travail collectif. Concrètement cela s'incarne par la présence de bénévoles en charge de la modération, par la création d'espaces dédiés aux dialogues, par la signalétique du festival et, en général, dans le comportement des festivaliers-ières. Enfin, ces quelques jours ont réuni des personnes qui avaient pour beaucoup déjà une pratique militante, ou bien qui ont pris part à l'organisation du festival et à sa bonne tenue. Cette culture du collectif et de l'autogestion ont certainement aussi un peu contribué à ce que chacun-e se sente responsable de la qualité des échanges. Finalement, ce festival fut à l'image de la volonté initiale des collectifs qui l'ont initié : un espace de dialogue exigeant permettant à des militant-e-s provenant d'horizons (géographiques et politiques) différents de partager leur expérience et de travailler ensemble. Vivement l'année prochaine !

*Antoine Gourbilleau*

J'aurais pu y rester des mois : trois repas par jour, cuisinés par une équipe de bénévoles, une dizaine de pôles effectuant l'ensemble des tâches nécessaires à la préparation de l'événement, une assemblée générale quotidienne afin de partager les besoins inter-pôles... Bref, une organisation qui repose essentiellement sur l'autogestion et qui s'est révélée rudement efficace. Un exemple parmi tant d'autres : en une semaine, des centaines de palettes ont été transformées en mobilier pour les cantines, en une soixantaine de douches et environ quatre-vingt toilettes sèches. Des permanences de veille à la sécurité incendie, de médiation de conflits ou encore de garde d'enfants ont également été organisées et tenues pendant toute la durée du festival.

J'ai ainsi vécu dans une petite bulle où tout est collectif et chacun-e semble avoir sa place, du paysan ayant participé à la lutte pour défendre les

terres du Larzac dans les années 1970, à l'étudiante militante du mouvement climat, en passant par l'ouvrier du bâtiment faucheur volontaire d'OGM depuis vingt ans. Toutes ces subjectivités, toutes ces réalités, parfois totalement disjointes, s'y sont rencontrées et se sont écoutées, non sans discorde, comme lors d'un débat « Élevage paysan et antisépécisme : deux mondes irréconciliables ? ». C'est en ce sens que ces rencontres sont un succès. S'y est rassemblée une grande variété d'individus, portant des luttes et des tactiques très diverses, afin de réfléchir ensemble à comment converger.

La diversité des thématiques traitées lors des rencontres participe également à la réussite de l'ensemble. Une discussion m'a particulièrement marquée, celle intitulée « Prendre et soigner les communs ». Un commun, c'est une chose, un système, un espace, qui se définit et se maintient par l'usage qu'en fait la communauté plutôt que par qui le possède. L'enjeu autour de la création de communs est donc de transformer la propriété privée en droits d'usages. Sous le chapiteau, nous ont été partagées des expériences enthousiasmantes de création de communs. Par exemple, l'expérience réussie du Larzac, où les terres agricoles sauvées de l'extension du camp militaire sont aujourd'hui gérées de manière communautaire et ont donc en quelque sorte été arrachées à la spéculation et au marché du foncier. Cette histoire inspire beaucoup les militant-e-s de Notre-Dame-des-Landes, qui tentent d'organiser une mise en commun des terres agricoles. Un commun se construisant souvent autour d'une ressource, la Confédération Paysanne travaille à la mise en place d'une gestion communautaire de l'eau à l'échelle nationale. Leur objectif est de redéfinir démocratiquement les critères de limitation et de priorisation des prélèvements d'eau. Sur le plateau de Millevaches, le Syndicat de la Montagne Limousine tente, depuis sa création en 2019, de fédérer les nombreuses alternatives locales et de protéger les communs créés dans cette zone depuis plusieurs décennies. Le plus emblématique d'entre eux est une scierie auto-gérée, composée de 25 sociétaires. Sur ce territoire où « tous ceux qui savaient lire sont partis »

(dicton local), se construit aujourd'hui une gestion collective des forêts et de l'habitat, mais aussi des institutions locales qui décrètent par exemple qu'« il n'y aura pas d'expulsions sur le plateau ». Alors évidemment, reprendre et soigner ces communs ne se fait pas sans conflits avec les institutions publiques ni sans l'opposition d'une partie de la population locale. Maintenir ces structures suppose aussi de maintenir les usages qui les définissent, et donc de maintenir un engagement citoyen fort.

Les Résistantes ont également permis d'enclencher des dynamiques de luttes nationales, comme pour l'eau ou contre le nucléaire. Ces assemblées permettront, je l'espère, un regain de mobilisation citoyenne autour de ces thématiques. L'une de ces assemblées, organisée par Fréquences Communes, prônait notamment un engagement institutionnel, au sein des mairies et intercommunalités. Cette coopérative apporte son soutien aux listes citoyennes et participatives, afin de renouer avec un fonctionnement véritablement démocratique à l'échelle communale, notamment grâce à la mise en place d'assemblées populaires décisionnaires. Les récits partagés par celles et ceux ayant été élu-e-s avec une liste similaire sont très enthousiasmants : par exemple, à La Crèche, dans les Deux-Sèvres, la mairie a mis en place un réseau d'appartements militants à disposition pour accueillir les femmes victimes de violences conjugales et ainsi leur offrir un lieu sûr et gratuit.

Les rencontres faites, les apprentissages partagés et les réflexions menées lors des Résistantes sont un formidable appel à être de celles et ceux qui s'entrevoient — d'aucuns auront peut-être reconnu la référence... ●

Conception et rédaction  
**Mathieu Brand, Philippe Brzezanski, Julie Tronchon. Avec Marion Blancher, Anne Rumin, Bruno Caillet.**

Design graphique et mise en maquette  
**Florent Texier**

Édition  
**Victoire Dubruel, Philippe Brzezanski,**

Impression  
**Reprolaser, Villeneuve-sur-Lot**

Photographie de couverture  
**Sculptures de la série *Hydroscape* (2023) du plasticien Clément Philippe. Photo Ariane Lecadiéu.**

Éditeur  
**La Maison forte, 9 Route du Tuquet, Le Bourg, 47340 Monbalen**  
[www.la-maison-forte.com](http://www.la-maison-forte.com)

Cette troisième édition des Cahiers de La Maison forte accompagne les journées de travail de *Champ magnétique* #3, Rencontres cinéma, citoyenneté, les 29 et 30 septembre 2023 à La Maison forte de Monbalen.

Ils et elles sont acteur·rices au quotidien de l'activité de La Maison forte :

**Claire Brachet**, alimentation et cuisine végétale.  
**Philippe Brzezanski**, coordination générale, programmation, édition.  
**Bruno Caillet**, chargé du Laboratoire de l'Innovation sociale et culturelle, de la communication.  
**Sandrine Dolignon**, intendante, cuisinière.  
**William Dolignon**, maintenance et services.  
**Victoire Dubruel**, présidente, chargée du programme de résidences, et de l'accueil.  
**Céline Hough**, chargée de l'action agroécologique.  
**Ariane Lecadiéu**, attachée à la coordination et à la communication.  
**Alain Ours**, jardinier et poète.  
**Nicolas Roth**, régisseur évènementiel, régisseur son.

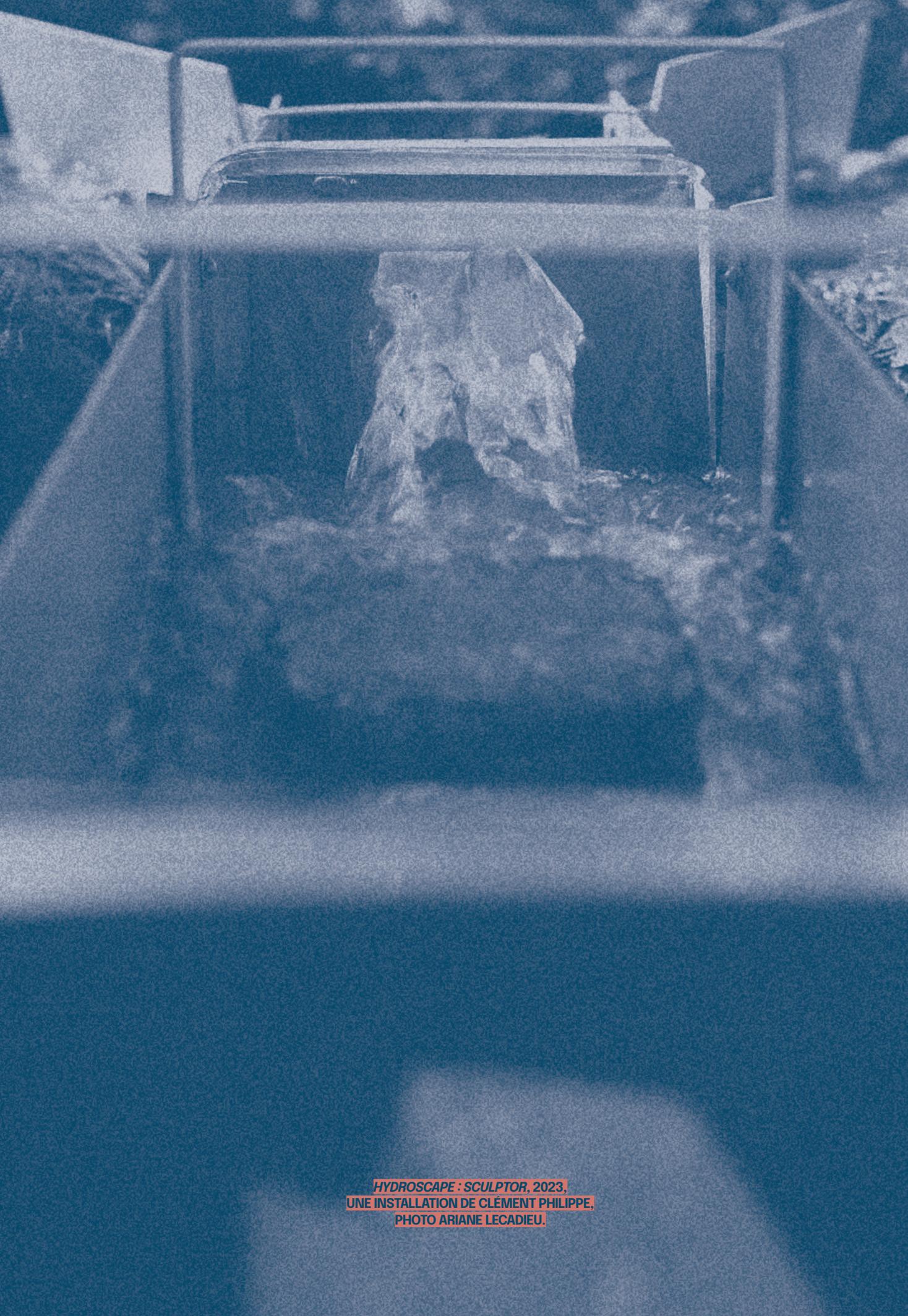
Avec la complicité de :

**Marion Blancher et Anne Rumin**, co-conceptrices des Ateliers populaires (mai-juin 2023).  
**Jérôme Descamps**, l'interlocuteur cinéma.  
**Oscar Galéa Coca et Julien Fréhel**, barmen.  
**Michaël Garrett**, vidéaste, photographe.  
**Elaine Le Floch et Antonin Fournier**, concepteur·rices du programme Nos futurs, collectif Milieux.  
**Pauline Marcopoulos**, jardinière et régisseuse son.  
**Fred Navennec**, vins et délicatesses du bar.  
**Joaquim Pallares**, cuisinier improvisateur.  
**Nicolas Rogier**, artisan boulanger.  
**Daniel Sierra**, tailleur de pierre et artisan couteau suisse  
**Séverine Toulis**, accompagnement développement agroécologique.  
**Julie Tronchon**, complice en immersion active.

Aucun événement public en 2023 ne serait possible sans leur soutien amical et leurs nombreux coups de main :

**Vivette et Yves Bazin, Arthur Besnault et Antoine Gourbilleau, Théo Bournazel et Clément Aunac, Amandine Beaune, Muriel Besnier, Jean Cagnoti, Juliette Cazabat, Marguerite Charenton, Simon Cohen, Lise David, Stéphanie Desbonnet, Alain Duffieux, Mélissa Dupin, Christine Dezetter, Lise Fovet, Marion Fouré, Tim Jamin, Stéphane Lagleyse, Dominique Lajeunie, Rafael Marx, Annie Messina, Nathalie, Marine Sanvelian.**

La Maison forte reçoit le soutien de :  
La Commune de Monbalen  
La Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois  
Le Conseil départemental de Lot-et-Garonne  
Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine  
Le ministère de la Culture — DRAC Nouvelle Aquitaine  
L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)



**HYDROSCAPE : SCULPTOR, 2023,  
UNE INSTALLATION DE CLÉMENT PHILIPPE,  
PHOTO ARIANE LECADIEU.**